



REVUE N°2 - JUIN/JUILLET 2016 - PRIX : 2€ - WWW.SOCIALISME-OU-BARBARIE.ORG

APRÈS QUATRE MOIS DE MOBILISATIONS

QUELLES PERSPECTIVES POUR LA LUTTE CONTRE LA LOI EL KHOMRI?







Pourquoi la Loi El Khomri a-t-elle réussi à passer?

Finalement, la Loi El Khomri a été adoptée lors de son retour à l'Assemblée Nationale, avec l'utilisation du 49-3 par le gouvernement. Tandis que la droite préfère de tout reporter aux présidentielles de 2017 et n'a donc pas déposé de motion de censure, la « gauche » n'a pas recueilli les signatures nécessaires à une motion de censure. Les frondeurs du PS, malgré leurs discours enflammés et leurs « ligne rouges », se sont pliés à la majorité du parti, sous la menace de se voir exclure du parti et donc de se retrouver dehors du processus des primaires de la gauche annoncés par les pro-gouvernement. Leur attachement à l'appareil du PS et notamment à leurs propres intérêts politiciens a été bien plus fort que leur attachement à la rue qu'ils disent écouter et représenter, qui elle demandait clairement le retrait de la Loi, ce qui ne pouvait être atteint à ce stade que par la chute du gouvernement.

Ce nouveau passage en force arrive en même temps que la dernière mobilisation de l'année, comme l'ont annoncé les directions syndicales, ainsi que l'arrivée de l'été. Même si le nombre de manifestants reste important, ce qui témoigne de la colère accumulé et du rejet massif à la Loi El Khomri (qui reste toujours aux alentours du 70% de la population selon les sondages), il faut constater que le nombre de manifestants est en baisse, et que il n'y a plus en ce moment des grèves sur la revendication du retrait de la loi.

Il faut donc dire qu'une première étape de la mobilisation s'est fermée, que le cycle ouvert le 9 Mars avec les manifestations massives partout en France est au moins rentré dans une parenthèse. Il est encore trop tôt pour savoir si la mobilisation reprendra de l'ampleur à la rentrée, mais il s'agira sans doute d'une tâche centrale de faire tous nos efforts pour essayer de renouer avec la dynamique enclenchée ces derniers mois.

Dans tous les cas, il est un bon moment de tirer une série de conclusions de ces quatre mois de mobilisations. En effet, après quatre mois de mobilisations, occupations, grèves, blocages et d'innombrables initiatives de lutte, il est nécessaire de comprendre comment il est possible que malgré cette preuve de combativité, un gouvernement aussi impopulaire ait été capable de faire passer un loi contre l'avis majoritaire des travailleurs et des jeunes. Voyons donc quelques éléments de bilan de cette mobilisation.

Un gouvernement sortant, dans une conjoncture réactionnaire

Le premier élément à prendre en compte est le contexte plus général dans lequel s'est déroulée la lutte. Dans ce sens, il faut noter qu'il s'agit d'un gouvernement qui est déjà en train de « faire ses valises », qui se retire du pouvoir déterminé à faire son dernier « sale boulot » au profit des classes dominantes.

Ceci explique en partie la fermeté du gouvernement, qui n'avait vraiment rien à gagner avec un recul sur la loi travail. Un tel projet de loi et une telle riposte sociale au début du quinquennat1, aurait remis en question tout un projet de gouvernement qui devait tenir encore dans le temps, et la classe politique aurait plus réfléchi à des sorties négociées afin d'assurer la gouvernabilité. Quelques mois avant d'abandonner le pouvoir et avec une popularité qui semble totalement impossible de remonter, le gouvernement a décidé de réaliser son « chant du cygne » en termes de réformes anti-ouvrières.

Cet élément s'exprime aussi dans le refus de la droite de déposer une motion de censure contre le gouvernement. Il ne s'agit pas seulement, comme affirmé par les députés de la droite, de « laisser les socialistes se débrouiller avec leurs problèmes internes ». Il s'agit surtout du fait que la classe politique française n'a aucun intérêt à « faire des vagues » avant l'échéance électorale de 2017. Tout est bien en place pour que l'effondrement du PS se canalise par les mécanismes normaux de la démocratie bourgeoise, avec une belle alternance bipartiste au service des capitalistes. Pourquoi risquer une crise politique en règle en forçant la chute du gouvernement, ce qui ouvrirait une véritable boîte de Pandore ?

C'est le même calcul que font l'ensemble des politiciens, non seulement ceux de la droite et du centre mais aussi les « frondeurs » qui continueront à jouer leurs cartes à l'intérieur de l'appareil du PS, ou ceux du Front de Gauche (Melenchon à la tête) qui se réjouissent face à un probable bon score en 2017. Voici les méthodes dont la classe politique dispose pour « régler ses comptes » : la « démocratie » bourgeoise qui continue, malgré sa délégitimation croissante, à être l'espace par excellence de résolution des problèmes.

Il faut noter aussi qu'un élément central de la conjoncture, qui renforce l'élément précédent, est que celle-ci est globalement tournée vers la droite. Le



« printemps arabe » a donné lieu à une situation de recul au Moyen Orient, avec des gouvernements réactionnaires qui ont réussi (pour le moment) à écraser les mouvements progressistes. En Grèce, le gouvernement de Syriza a trahi les espoirs des travailleurs et les jeunes de tout le content qui y voyaient enfin une alternative aux politiques austericides, et est devenu l'agent directe de la Troika. En Espagne, c'est encore la droite du Parti Populaire qui a remporté les élections et que très probablement gouvernera pour encore quatre ans. Le Brexit, bien qu'il introduise des éléments de crise pour l'Union Européenne et l'establishment britannique, a été largement dominé par la droite et l'extrême droite et a donné lieu à un déferlement de haine raciste.

Cela ne veut pas dire que la situation soit totalement noire : bien au contraire, ce climat réactionnaire engendre aussi des réactions qui donnent lieu à des mobilisations, à la sensibilisation et politisation de secteurs croissantes de la société. Cependant, cela veut dire aussi que l'énorme mobilisation des travailleurs et des jeunes français a été une exception dans un contexte européenne marqué ces derniers mois et années soit par l'absence de luttes, soit par des défaites partielles. C'est un élément qui a renforcé le gouvernement et ses plans d'ajustement, directement épaulé par Bruxelles et par l'ensemble de la classe capitaliste.

Ceci permet d'expliquer en outre la capacité qu'a eu le gouvernement de déchainer une répression sans précédents, à coups de matraques, de gaz lacrymogènes, de menace d'interdiction de manifestations, de persécution judiciaire. Le gouvernement a profité de la situation politique ouverte avec la série d'attentats en France, qui lui a permis de renforcer les dispositifs de répression et d'encadrement de la vie sociale, de déployer les forces armées et la police dans la rue. C'est ce climat, dans lequel le mouvement contre la Loi El Khomri a été une vraie bouffée d'air frais, qui a permis une « normalisation » de la politique répressive du gouvernement.

La stratégie devait être de faire tomber le gouvernement

Le déroulement de la mobilisation a rapidement prouvé qu'un compromis quelconque avec le gouvernement était impossible. Il s'agissait pour celui-ci de provoquer un bouleversement complet des rapports salariaux, de frapper de manière frontale la classe ouvrière française afin de dégrader le rapport de forces et d'augmenter la productivité française sous le dos des travailleurs. La Loi El Khomri visait à augmenter les profits des capitalistes français en réduisant le « coût » des travailleurs, mais aussi et surtout à atomiser le prolétariat, à le réduire à des unités éparses sans capacité de se battre.

Pour cela faire, le gouvernement n'a pas hésité à utiliser tous les moyens autoritaires à sa disposition, non seulement la répression des manifestations mais aussi l'annulation de tout jeu démocratique (bourgeois, limité) au parlement, avec le passage en force du 49-3. A partir de ce moment, ce qui se posait concrètement comme perspective était de se battre pour renverser le gouvernement, qui non seulement avait « engagé sa responsabilité » face au parlement, mais qui faisait oreille sourde des revendications de la majorité de la population, opposée massivement à la loi et à l'utilisation de ces mécanismes anti-démocratiques.

La perspective de « faire pression » sur le gouvernement, sur les parlementaires, d'essayer de dégager des « points précis de discussion » ne pouvait que mener à une impasse. Le gouvernement avait laissé peu de doutes sur son intention d'aller jusqu'au bout, et quelques amendements par-ci par-là ne pouvaient pas changer le sens profond du projet : infliger une défaite à la classe ouvrière, renforcer encore plus la dictature du capital dans les rapports salariaux. Il s'agit d'un plan global mis en place par l'ensemble des gouvernements européens et encouragé par le FMI, qu'il n'était pas possible de « édulcorer » avec quelques petites modifications.

Ce qui s'est instauré très rapidement, encore plus avec le déchainement répressif et la campagne réactionnaire contre la CGT de la part du gouvernent et des médias (campagne qui s'attaquait en fait à tous ceux qui participaient au mouvement), c'est un bras de fer entre la rue et le gouvernement qui ne pouvait se solder que par la défaite de l'un de deux. Dans ce cadre, chercher des « justes milieux », des discussions, des négociations, ne pouvait qu'affaiblir le combat.

Cependant, c'est ce à quoi se sont consacrées les directions majoritaires du mouvement, c'est-à-dire les directions syndicales. Il ne s'agit pas seulement du fait que celles-ci ne sont rentrées à la lutte que tardivement (première mobilisation le 9 Mars, première journée de grève le 31…), qu'elles ont mis en place un calendrier marqué par des journées isolées et sans continuité, que dans différents secteurs clés (comme la SNCF) elles ont eu une politique qui a isolé et affaibli le mouvement.

Il s'agit notamment du fait que, très rapidement, les directions syndicales, la CGT à la tête, ont tout fait pour revenir à la table des négociations avec le gouvernement. L'axe du discours des organisations syndicales n'était pas la nécessité de construire la grève, de faire la convergence des différents secteurs, de bloquer économiquement le pays, de renverser ce gouvernement anti-ouvrier, impopulaire, autoritaire. Il a été de critiquer le « manque de dialogue », le fait que le gouvernement ne voulait pas négocier, de chercher des points précis sur lesquels trouver des accords en gardant l'ensemble de la loi.

Cela s'est traduit notamment par le fait qu'un nombre important d'initiatives étaient destinées précisément à faire pression, à « interpeller », à essayer de peser dans le débat parlementaire. L'interpellation des parlementaires lors du début du débat à l'Assemblée Nationale, l'organisation du « référendum citoyen », le lobbying auquel le secrétaire générale de Force Ouvrière a ouvertement déclaré se consacrer.

Pour faire retirer la loi travail, il fallait faire tomber le gouvernement. La seule manière de combattre l'intransigeance du gouvernement et de l'ensemble de la classe capitaliste, déterminés à imposer aux travailleurs un recul significatif dans le rapport de forces, était de mener une lutte jusqu'au bout contre celui-ci, y compris et notamment pour réussir à le chasser du pouvoir. Cela aurait ouvert une crise politique et de gouvernabilité en règle, faisant sauter dans l'air la transition calme et ordonnée vers les présidentielles de 2017. C'est précisément la raison pour laquelle les directions syndicales n'ont pas mené cette orientation et ont au contraire essayé par tous les moyens de trouver une sortie négociée.

Malheureusement, malgré l'énorme combativité, la massivité et des éléments de radicalisation, le mouvement a été incapable de se doter d'une direction alternative prête à aller jusqu'au bout dans l'affrontement.

Une mobilisation importante mais sans direction alternative

Force est de constater, dans ce sens, que la direction du mouvement est globalement resté entre les mains des directions traditionnelles, qui ont réussi à rythmer le mouvement, à en choisir à différents moments les modalités, à devenir les interlocuteurs du gouvernement et les porte-paroles de la mobilisation au niveau national.

C'est dans le mouvement étudiant que les éléments d'auto-organisation ont été les plus poussés. Dans ce secteur, ce sont les Assemblées Générales qui ont di-



rigé la lutte, et qui ont réussi en même temps à se doter de coordinations au niveau régional et national avec délégués élus par les AG, qui ont pu disputer la direction du mouvement. Durant toute la première phase de la mobilisation, c'est la Coordination Nationale Etudiante qui a posé les différentes dates de manifestation et a permis de tenir un rythme stable afin de ne pas laisser retomber la colère. Le mouvement étudiant s'est doté de ses propres revendications et ses propres porte-paroles afin de ne pas se voir encadrer par les organisations réformistes traditionnelles.

Malheureusement, ce secteur qui était le plus capable de sortir de la « normalité », des cadres habituels d'organisation et de mobilisation qui servent à gérer et administrer la colère, est très rapidement sorti de la scène avec l'arrivée des vacances et des examens. Le mouvement a ainsi perdu une force de frappe qui aurait été capable d'impacter des secteurs de salariés et de les encourager à aller plus loin : il faut souligner que dès le début les étudiants ont compris la nécessité de s'adresser aux travailleurs afin de bloquer l'économie, avec des diffusions de tracts dans des gares ou des boîtes.

A partir de ce moment, les directions traditionnelles des syndicats ont réussi à reprendre la main. Bien entendu, des formes d'auto-organisation ont continué à exister, sous la forme d'Assemblées Générales de la Région Parisienne, des cortèges des secteurs en lutte, d'Assemblées Interpros ou de tous types d'actions. Mais au niveau global, c'est l'Intersyndicale et les chefs des différentes confédérations qui ont donné le ton et le rythme de la mobilisation.

Durant les quatre mois de lutte, nous avons connu une détermination très importante des secteurs mobilisés, et aussi des formes de radicalisation. Grèves longues, blocages d'autoroutes, blocage de voies ferrées, de dépôts de pétrole, piquets de grève. L'entrée en scène de secteurs stratégiques comme les raffineurs (qui représentent cependant une partie infime du prolétariat français) ont à certains moments menacés de basculer la situation. Mais la vérité est que la plupart de ces actions ont été décidés et organisées par les directions syndicales, et qu'elles n'ont pas donné lieu à une auto-organisation importante permettant aux grévistes de prendre entre leurs mains le destin de la lutte.

Des initiatives importantes ont été prises lors de la mobilisation pour palier à ceci. C'est le cas des Assemblées Générales Interprofessionnelles, de collectifs de lutte, de l'existence de « Commissions de liens avec les travailleurs » dans les universités, de la « Commission Grève Générale » à Nuit Debout. Ces initiatives ont permis de regrouper des équipes militants, de faire tomber les cloisons qui existent entre les différents secteurs, entre les différentes organisations, d'organiser des actions de blocages, de solidarité. Elles sont un point d'appui important pour la suite car elles expriment la volonté de différents noyaux de se lier entre eux et de dépasser le contrôle des directions traditionnelles. Cependant, elles n'ont pas réussi à constituer une direction alternative pour le mouvement, à déborder vraiment la politique des directions bureaucratiques.

Cela s'explique aussi en partie par la politique ou l'implantation des courants indépendants des directions bureaucratiques. Le secteur appelé « autonome », relativement fort dans la jeunesse, s'est caractérisé par une politique minoritaire, visant à la radicalisation d'une partie de manière isolée du reste, sans se poser la question d'influer de manière massive sur les dizaines ou centaines de milliers de travailleurs qui sont rentrés en lutte. Leur vision du « débordement » des directions bureaucratiques consistait à aller devant elles dans les manifs pour « prendre la tête », à rompre avec la « normalité » des petites « balades » en s'affrontant aux forces de l'ordre. Bien évidemment, le sort de quelques abribus ou panneaux publicitaires nous intéresse très peu : le problème avec cette stratégie est qu'elle ne s'est jamais concentrée sur la construction sur le long terme, à la base, de formes d'organisations pouvaient dépasser et substituer le rôle des organisations syndicales bureaucratiques.

De sa part, l'extrême gauche trotskiste, notamment la gauche du NPA, a mené une politique visant à tisser des liens entre les différents secteurs et à se doter de formes auto-organisations alternatives aux directions bureaucratiques. Cependant, la réalité est que ces initiatives n'ont pas réussi à déborder vraiment les directions syndicales, comme nous l'avons dit : elles sont restées trop petites, trop isolées, sans arriver à avoir une vraie incidence sur le cours de la mobilisation. Cela s'explique par des faiblesses d'implantation organique au sein du prolétariat, mais aussi du fait que la direction majoritaire du NPA, à travers ses porte-paroles comme Olivier Besancenot, n'a pas proposé une politique alternative pour le mouvement, différente et opposée à celle des directions bureaucratiques.

Ainsi les choses, le mouvement est resté entre les mains des organisations traditionnelles, qui comme nous l'avons souligné ont eu pour stratégie de faire pression sur le gouvernement, de l'interpeller, de le « faire revenir à la table de négociations », au lieu de mener le bras de far jusqu'au bout pour le dégager et faire retirer ainsi la Loi Travail. Incapables cette fois-ci de reprendre le mouvement entre nos mains au niveau large, nous nous sommes retrouvés enfermés au piège de compromissions des directions syndicales, face à un gouvernement déterminé à nous infliger une défaite durable.

La crise économique et sociale qui est à la base de ces attaques redoublés contre les travailleurs est loin d'être finie. Sans doute, bien qu'il s'agisse déjà d'une attaque sans précédents, la Loi El Khomri n'est que le début d'un plan visant à faire payer la crise aux travailleurs : la bourgeoisie demande déjà, à travers ses principaux porte-paroles de la droite et des organismes internationaux de crédit comme le FMI, d'aller encore plus loin. La mobilisation que nous avons vécus ces derniers mois a été très riche en enseignements pour toute une nouvelle génération d'activistes : il s'agit maintenant de tirer tous les leçons jusqu'au bout afin de mieux préparer les combats à venir.

Les conséquences politiques de la mobilisation

Par Alejandro Vinet

Sans doute, la lutte contre la Loi El Khomri a impacté frontalement la situation politique française. Elle a réussi à ouvrir une parenthèse dans le climat nauséabond tourné autour des problématiques réactionnaires comme l'immigration ou la lutte contre le terrorisme, et à remettre au centre la question sociale. Une mobilisation d'une telle ampleur ne pouvait qu'avoir des conséquences sur le plan politique ; or cette « traduction » n'est pas du tout automatique. Regardons de plus près cette dynamique.

La rue est à gauche, la scène politique à droite

Commençons par souligner que l'irruption massive des jeunes et des travailleurs en défense des conquêtes sociales historiques est un fait totalement nouveau et énormément progressif par rapport à la situation des derniers mois. Celle-ci avait été marquée par un virage à droite, notamment à la suite des attentats qui ont donné lieu à un déferlement xénophobe, impérialiste et sécuritaire et qui fonctionnaient comme une « chape de plomb » pour les mouvements sociaux. Interventions impérialistes à l'étranger, Etat d'Urgence, surenchère xénophobe autour de la question des migrants étaient les points centraux de la situation politique précédente.

En outre, nous n'avions connu aucun mouvement de rue par la gauche depuis la lutte contre la réforme des retraites de 2010 : après l'espoir suscité par la victoire d'Hollande, les syndicats ont laissé passer toutes ses réformes anti-ouvrières. Au contraire, à un moment ce sont été les réactionnaires qui ont pris le devant de la scène : que ce soit dans les mobilisations contre le mariage pour tous ou dans les mobilisations post-attentats avec Merkel, Netanyahu et Sarkozy en tête, impulsant la réconciliation avec les « forces de l'ordre » censées nous protéger. La montée du FN et l'évolution à droite de l'échiquier politique complétaient le tableau.

Dans ce contexte, le mouvement contre la Loi El Khomri est venu incliner la balance dans l'autre sens. Peut-être l'un des mérites principaux de la mobilisation a été de réussir à rompre au moins partiellement avec ce climat nauséabond et à remettre au centre des questions sociales, ainsi que des méthodes de mobilisation collective, de discussion, de solidarité. Nous avons vécu avec soulagement le recul du FN sur la scène médiatique et politique pendant quelque mois, le recul des discussions centrées sur l'agenda réactionnaire.

La mobilisation a été une énorme école de politisation par la gauche. La précarité, le désespoir, la crainte du futur, qui sont à la base de la montée de la droite et l'extrême droite, se sont canalisés au contraire dans le mouvement dans un sens progressif : avec la reconnaissance du fait que nous faisons partie des exploités, que nous avons des objectifs communs, que nous avons des méthodes comme la grève, les occupations et les manifestations, pour faire valoir nos droits.

La grande contradiction est que, tandis que des milliers ou des dizaines de milliers ont vécu une expérience collective de mobilisation les poussant vers la gauche, le scénario politique national et international continue marqué à droite. Nous ne nous référons pas seulement au plan électoral (qui a une importance centrale dans cette période), mais à la situation générale, au rapport de forces entre les classes, aux débats qui traversent la sphère politique.

En effet, comme nous l'avons souligné, la conjoncture internationale est aujourd'hui réactionnaire. Pour ne donner qu'un exemple, la situation politique ces dernières semaines a été marquée par le Brexit et notamment par ses conséquences à droite : le renforcement du racisme et de la xénophobie au Royaume Uni, la montée des droites extrêmes dans tout le continent sur fond de crise de l'Union Européenne. Cette situation se renforce par la victoire de la droite en Espagne, par la décision d'annuler les élections en Autriche que les écologistes avaient gagné de justesse face à l'extrême droite qui pourra donc revenir à la charge.

En France, le problème est que ce n'est pas clair à quoi donnera lieu la crise du Parti Socialiste. Quelle secteur social, quelle famille politique tire profit de cette crise ? Il est clair que, par la base, dans les rues, une partie significative des gens mobilisés s'éloigne du PS par sa gauche, tirant des conclusions encore plus radicales. Mais d'une part, ce n'est pas sûr où « iront » finalement ces gens sur le plan politique. Et d'autre part, en vue des présidentielles de 2017, la crise du PS semble présager un deuxième tour Les Républicains vs Front National, ce qui donnerait une tonalité très à droite à la situation politique.

Comme nous l'avons dit, la « traduction politique » des mobilisations n'est ni évidente ni automatique. Après les énormes mobilisations des indignés en Espagne, c'est la droite du Parti Populaire qui a remporté les élections et qui a mené une politique réactionnaire et austéritaire. En France, il est fort probable que la droite, qui prévoit d'aller encore plus loin dans des attaques contre les salariés et les classes populaires, remporte les prochaines présidentielles. Sans doute, celle-ci devra faire face à une classe ouvrière ayant vécu une expérience importante de mobilisation, mais dans ces situations l'impact politique d'une victoire de la droite peut avoir un effet très négatif sur les mobilisations.

Dans ce sens donc, ce n'est pas sûr encore que le mouvement contre la Loi El Khomri ait réussi à modifier profondément et durablement les cordonnées de la conjoncture sociale et politique française : pour l'instant il semble plutôt le

contraire, notamment après l'utilisation réussie du 49-3 et la pause « estivale » des mobilisations. Il reste à voir quel nouvel élan pourra prendre la mobilisation à la rentrée afin de faire revenir les revendications progressistes au centre de la scène.

La crise du PS semble d'ailleurs profiter en premier lieu aux organisations réformistes comme le Parti de Gauche et dans une moindre mesure le PCF. Il semblerait que la désillusion avec le PS pourrait s'exprimer par la volonté de revenir à « une vraie gauche » qui n'aurait pas trahi. En outre, le PG essaie de profiter en clé chauviniste de la crise de l'Union Européenne, avec sa campagne sur « la France insoumise » et de haine contre l'Allemagne.

Or, l'expérience de ces derniers mois en Europe montre l'impasse auquel mènent ces alternatives politiques. Tout d'abord, il n'est pas si facile que cela de surpasser le PS : il s'agit d'une organisation historique du bipartisme, qui a gouverné à maintes reprises, qui compte avec un appareil et une implantation conséquente ; Podemos vient d'en faire l'expérience en Espagne. En outre, même lorsque ce type d'expériences sont arrivés au pouvoir, comme c'est le cas de Syriza en Grèce, cela a été pour se trouver impuissantes face à la Troika et l'UE, du fait de leur refus de prendre des mesures structurelles contre le capitalisme.

Le manque d'une alternative indépendante

Un problème centrale pour la suite est qu'une alternative vraiment indépendante et radicale n'a pas réussi vraiment à se tracer un chemin lors du mouvement. Sur le plan politique (non pas politicard, ou électoral, mais politique au sens de proposer un programme d'ensemble) la gauche révolutionnaire a été relativement absente. Les débats se sont polarisés entre la majorité du PS et les frondeurs, entre le gouvernement et la direction de la CGT, sans qu'une voix alternative n'ait réussi à émerger.

Bien entendu, par la base, dans les différents lieux de travail et d'étude, dans les mobilisations, les AG, les coordinations, les actions, les militants d'extrême gauche et révolutionnaires (toutes branches de la « famille » confondues) ont joué un rôle clé, sans pour autant constituer une direction alternative. Mais la question est que la mobilisation contre la Loi a aussi soulevé un certain nombre de questions politiques, sur la société dans son ensemble et son avenir, sur le gouvernement, sur l'Etat, questions auxquelles nous avons eu du mal à répondre de manière unifiée, claire et audible.

Dans ce sens, les débats ont été comme nous l'avons dit dominés par les forces politiques traditionnelles, y compris lorsqu'il s'est agi des directions syndicales, où aucune voix alternative n'a émergé. Il n'a pas été possible de donner une expression sur le plan politique à des centaines ou milliers de personnes qui se sont battues pour aller plus loin, qui remettaient en question l'ensemble du système politique et de domination, qui faisaient le lien avec les questions féministes, de migrants, écologistes.

Dans la prochaine période, une partie importante de ces débats se canaliseront par la voie électorale. Avec 2017 à l'horizon, les élections présidentielles fonctionneront comme la condensation de différents projets politiques globaux. Réussir à y participer et porter une voix anticapitaliste et révolutionnaire serait un point d'appui extraordinaire pour développer une alternative politique indépendante face à l'impasse des solutions réformistes. Le NPA, qui ne présente pas son meilleur candidat (Olivier Besancenot, le porte-parole le plus connu et le plus diffusé) et qui a pris un retard dans le recueil de signatures du fait de la politique oscillante et suiviste des réformistes de sa direction, devra faire tous les efforts pour faire partie de cette échéance électorale.

De manière combinée avec la participation électorale révolutionnaire, il s'agit de proposer une alternative politique dans tous les lieux de travail et d'étude. Des centaines ou de milliers de personnes se sont mobilisées, organisées et politisées lors du mouvement. La contestation contre la Loi El Khomri a en vérité révélé un rejet plus profond de ce système et ce monde : c'est l'ensemble de la société actuelle qui est pourrie et qu'il s'agit de renverser. C'est une tâche essentielle des révolutionnaires dans la prochaine période d'apporter une réponse à ces inquiétudes, de donner une alternative, une orientation et une stratégie pour tous ceux qui veulent se débarrasser de cette société d'exploitation et d'oppression ; de se nourrir de cette nouvelle avant-garde qui s'est forgée dans la lutte pour construire des fortes organisations révolutionnaires.



Quelles perspectives pour la mobilisation contre la Loi El Khomri?

Par Alejandro Vinet

Après trois mois de manifestations, grèves et blocages contre la réforme El Khomri, ce mardi 14 Juin a eu lieu la plus grande manifestation depuis le début du conflit. Malgré la fatigue, l'arrivée lente de l'été, le début de l'Euro 2016, des centaines de milliers se sont rassemblés pour exprimer leur rejet du recul des droits des travailleurs que cette Loi signifierait.

C'est une bonne occasion pour souligner les éléments centraux de la situation actuelle et les tendances qui se dessinent dans l'horizon. Voyons de plus proche où nous en sommes.

Une mobilisation importante mais un reflux des grèves

Revenons d'abord à la mobilisation de ce 14 juin. C'est, sans doute, la plus importante mobilisation que nous avons connue depuis que le 9 mars nous avons pris les rues contre la réforme El Khomri. Des dizaines de cars sont arrivés à Paris de partout dans le pays, et des rassemblements ont eu lieu quand même dans les grandes villes (Marseille, Toulouse, etc.). À Paris, les cortèges étaient énormes : entre les chiffres ridicules que donne la police (80 000 manifestants) et l'exagération des syndicats (1 million), peut-être le plus correct est de dire qu'entre 250 000 et 300 000 personnes se sont mobilisées dans la capitale.

Il y avait un climat combatif, avec des cortèges importants des secteurs en lutte, comme les dockeurs ou les cheminots, qui ont décidé d'organiser un cortège « intergares » à la tête de la manifestation, plutôt que se diviser entre les cortèges des différents syndicats. La mobilisation a été durement réprimée : au mélange habituel de gaz lacrymogènes, flashballs et grenades de desencerclement, s'est rajouté pour la première fois l'utilisation d'un canon à eau, qui nous a « accompagné » jusqu'à la fin de la mobilisation, depuis le moment où les CRS ont décidé de couper le cortège en deux, avec cinq ou six lignes de CRS et le canon à eau qui nous escortaient.

Mobilisation, en tant que telle, a été un succès : des centaines de milliers se sont mobilisés, exprimant clairement leur volonté de lutter contre la réforme, réussissant à braver la répression, qui n'a pas empêché la manif d'arriver jusqu'au bout malgré la brutalité déclenchée par le gouvernement. Dans l'ensemble, il était évident que contrairement aux mensonges du gouvernement et des médias à travers les chiffres et leur volonté de mettre l'accent sur « les casseurs », des centaines de milliers contestent cette réforme même si le gouvernement parle d'une « minorité ».

Cependant, il faut souligner que, façon contradictoire avec succès et l'ambiance de la manifestation d'hier, le mouvement dans son ensemble semble stagner depuis quelque temps et il commence à reculer. Les raffineries, qui à un moment ont semblé mettre le pays aux portes d'une éventuelle crise de pénurie de carburant (grâce aussi à l'effet de blocages de dépôts) ont arrêté la grève, ainsi que les travailleurs portuaires des entreprises qui alimentent les raffineries en brut (comme la CIM). Même si les éboueurs de Paris le blocage du principal incinérateur de la région à Ivry-sur-Seine, ils ont débloqué les garages municipaux, permettant à 60 % du personnel, qui n'est pas en grève, de retourner au travail et d'empêcher Paris ne soit submergée sous les déchets. Parmi les cheminots, la CGT, le principal syndicat, commence à appeler dans les Assemblées Générales à reprendre le travail et le nombre des grévistes de tombe tandis que le trafic s'améliore...

À l'heure actuelle, il ne semble pas y avoir des éléments qui indiquent que cette tendance va changer : ce qui se passe c'est qu'on commence à ressentir les effets de grèves longues (trois semaines dans les raffineries, plus de dix jours à la SNCF, auxquels il faut ajouter plus d'une dizaine de journées de grève isolées ces derniers mois) et le fait que, à aucun moment on n'a réussi à bloquer vraiment le pays. S'est ainsi construite un dynamique qui a duré dans le temps, où différentes grèves ont eu lieu dans différents secteurs et à différents moments, avec des « pics » pendant les journées nationales (qui ont eu lieu cependant avec un écart d'un mois à chaque fois), mais qu'à aucun moment on n'a réussi à frapper d'une manière centralisée et unifiée qui permette vraiment de changer la tonalité de la situation.

Le problème est que ce n'était pas une politique « secondaire » du gouvernement : au contraire, les attaques contre les droits du travail font partie du noyau dur de la stratégie de la bourgeoisie française et mondiale face à la crise économique capitaliste. C'est pourquoi, derrière Hollande, se trouvait l'Union européenne et les gouvernements européens qui ont adopté des politiques similaires dans le reste du continent et même le FMI qui exige de « aller encore plus loin ». Face un pari de cet ampleur de la part des classes dirigeantes, après l'application antidémocratique du 49-3, la seule façon de gagner était de faire tomber le gouvernement, qui a fait de la réforme le cheval de bataille de son quinquennat, ce qui aurait ouvert une crise politique en règle. Pour en arriver là, une dynamique « longue mais de faible intensité » n'a pas été suffisante.

Le gouvernement serre les rangs et reste ferme

En ce sens, il faut souligner comme un élément de la situation que les éléments de division qui existaient à un moment donné au sein du gouvernement semblent avoir été appaisés. À l'heure actuelle, nous sommes loin du « climax » des frondeurs du PS qui ont refusé de voter la réforme à l'Assemblée nationale, forçant l'utilisation du 49-3 ; de la « cacophonie » au sein du gouvernement entre ceux qui étaient prêts à discuter des points sensibles de la loi pour s'accorder avec les syndicats et ceux qui étaient restés « inflexible ». À cet égard, il faut noter que, malgré le fait que l'utilisation du 49-3 a ouvert des éléments de crise et jeté de l'huile au feu de la mobilisation, le gouvernement a réussi à « survivre » au discrédit lié à l'utilisation du 49-3 et se permet même aujourd'hui de menacer d'interdire les prochaines manifestations prévues contre la Loi.

Nous avons affaire à un gouvernement qui, malgré les niveaux records d'impopularité qui reflètent leur discrédit et présagent une pitoyable performance électorale, réussit à se maintenir au pouvoir, menant jusqu'au bout les politiques de son fin de quinquennat. Nous sommes aujourd'hui face à un gouvernement qui attaque à l'unisson les manifestants et les grévistes, répétant sans cesse « qu'il ne retirera pas la Loi », qui bénéficie également de l'écran de fumée créé par l'Euro et par les attentats réactionnaires (comme celui de Larossi Abballa contre un couple de policiers dans les Yvelines).

Deux éléments expliquent cela. Tout d'abord, c'est un gouvernement qui finit son mandat, qui s'apprête à quitter le pouvoir mais après avoir réalisé sa « mission historique »: contribuer (comme ont su le faire les « sociaux-démocrates » allemands au début des années 2000) à détruire les conquêtes historiques de la classe ouvrière pour relancer le taux d'exploitation capitaliste et parvenir ainsi à une « sortie » à la crise. À ce niveau, comme nous l'avons dit, il a le soutien unanime de la bourgeoisie française (bien que celle-ci demande tou-

jours d'aller plus loin encore) et internationale. Le gouvernement n'a rien à gagner, à un an de partir du pouvoir, s'il recule avec l'un de ses mesures économiques stratégiques : il préfère un suicide politique mais qui permette une victoire sociale de la classe dirigeante sur le prolétariat.

Le deuxième élément est que les directions syndicales bureaucratiques (avec la CGT en tête, qui dirige la mobilisation) ne sont jamais allées jusqu'au bout dans la lutte, mais ont toujours canalisé les mobilisations vers les méthodes normales (c'est-à-dire bourgeoises et institutionnelles) de résoudre les problèmes. En ce sens, ses grands axes de ces dernières semaines ont été l'organisation du « référendum citoyen » dont les résultats devraient être communiqués au Senat (où la majorité de droite veut détruire les 35 heures...), « l'interpellation » des parlementaires, et passer jour et nuit à se plaindre du fait que le gouvernement ne s'assoit pas autour d'une table pour discuter (alors que la réforme n'est ni amendable ni négociable et il s'agit de demander son retrait pur et simple).

La stratégie de négociation et de fragmentation de la CGT et des autres directions syndicales, dans une situation où plus de 70 % de la population a déclaré être contre la réforme, dans laquelle les pétroliers et les cheminots en grève recueillaient une sympathie large au sein de la population, dans laquelle le gouvernement avait un misérable 14 % de popularité, est certainement un élément central pour expliquer comment ce gouvernement antipopulaire anti-ouvrier aussi discrédité et détesté, est capable de passer une réforme de ce calibre.

Les directions syndicales: la stratégie de l'isolement et la négociation

Malgré leurs discours « combatifs » et « fermes », les directions syndicales se sont dédiées à une seule tâche dès le début du conflit : empêcher que toute la colère accumulée par en bas, la volonté de se battre, de converger dans un seul poing, ne devienne une véritable action unifiée contre le gouvernement. Pendant presque un mois ils ont refusé d'appeler à des actions significatives (du 9 au 31 mars, date de la première grève nationale). A partir de là, ils ont juste appelé le 28 avril, puis le 26 mai.

Leur politique dans les différents secteurs le confirme: après avoir « saigné » les cheminots avec des grèves isolées de 24 et 48 heures, les dockeurs et les raffineurs sont rentrés dans la bagarre, en montrant en même temps leur pouvoir de blocage et la capacité de mobilisation de la CGT. Mais à ce moment clé, où il était possible d'unifier les efforts et d'aller vers le blocage du pays, la CGT a décidé de ne pas impulser l'entrée en scène des cheminots, un autre secteur stratégique, mais attendre dix jours, jusqu'à la fin des « négociations », quand c'était clair que la volonté du gouvernement et des patrons du ferroviaire était d'imposer une plus grande flexibilité.

Ainsi, a été construite une « disharmonie » des différents secteurs en lutte, qui sont rentrés en bagarre avec des calendriers différents, ce sur quoi les directions syndicales portent une responsabilité centrale. Une expression de ceci, d'ailleurs, est que les journées nationales étaient toujours de 24 heures et isolées les unes des autres, sans appel à la grève illimitée. Ainsi, bien qu'on a eu le sentiment que la dynamique des luttes durait dans le temps et différents secteurs prenaient le relais (ce qui était certainement un point positif dans le sens où cela a maintenu un climat de mobilisation et de lutte), on a raté la possibilité d'unifier ces luttes partielles, de bloquer le pays en faisant converger tous ces secteurs stratégiques.

À cela s'ajoute aussi un discours de dialogue et de négociation de la part de la CGT. Ainsi, après la mobilisation du 26 mai, Philippe Martinez, Secrétaire général de la CGT, s'est mis à répéter encore et encore qu'il était prêt à s'asseoir à la table des négociations « sans préalables » (c'est-à-dire sans demander le retrait pur et simple de la Loi), que le problème était que le gouvernement « ne l'avait pas appelé » et que la centrale syndicale défendait un retour au dialogue. Il a même déclaré que si le gouvernement lui accordait une réunion, « les blocages s'arrêtaient immédiatement ». Face à l'euro, il a dit que celui-ci devait être une « grande fête populaire », et que la CGT n'avait pas la volonté de le bloquer.

C'est pourquoi la rencontre entre le leader de la CGT et la ministre du travail, Myriam El Khomri, ce vendredi 17, est un enjeu central. Dans celle-ci, malgré les déclarations de « inflexibilité » du gouvernement, pourrait être discutée une « sortie de crise » avec certaines concessions du gouvernement lors de la réécriture du projet de loi en deuxième lecture à l'Assemblée Nationale. Ce serait une façon pour la CGT de faire ses valises avec quelque chose entre les mains, après nous avoir expliqué bien sûr que « les travailleurs ne veulent plus se battre », que l'été commence, que nous pourrons toujours « continuer la lutte en septembre ».

Cristalliser et renforcer l'accumulation que nous avons construite

Nous ne pouvons pas encore déterminer clairement le résultat de la lutte contre la réforme El Khomri: il faut attendre à voir l'impact de la mobilisation d'hier, en plus du fait qu'il y a toujours un chemin à parcourir pour son approbation, y compris un nouveau recours éventuel au 49-3. Toutefois, pour parler franchement, en ce moment particulier, la tendance semble indiquer plutôt un recul de la lutte.

La question centrale est que, quel que soit le résultat de cette bagarre, nous devrons bientôt construire d'autres combats contre les attaques des classes dominantes et le prochain gouvernement. La crise économique capitaliste est encore loin d'être terminée, et la bourgeoisie à l'échelle mondiale a une politique nette : faire payer chaque centime à la classe ouvrière, détruisant les conquêtes historiques obtenues avec deux siècles de luttes sociales. Les programmes économiques de la droite française (les 40h ou plus, flexibilisation accrue des contrats de travail, réductions des budgets de l'état) annonce des batailles dures à l'avenir.

Une nouvelle génération d'activistes a fait ses premières armes dans cette lutte, ou a renforcé son activité militante pour ceux qui étaient déjà organisées. Des centaines ou des milliers de travailleurs et des jeunes aux quatre coins du pays ont participée à des assemblées, des mobilisations, des blocages et des occupations, ont résisté les gaz et les coups de matraque, l'interdiction de manifester. Des milliers ont fait l'expérience avec le gouvernement, avec son appareil répressif, avec les limites du parlementarisme même lorsqu'il se veut combatif, avec la politique des directions syndicales.

Des milliers ont pris conscience du fait que la réforme El Khomri n'est que la pointe de l'iceberg d'un système d'exploitation et d'oppression, qui nous fait perdre sa vie à la gagner, qui détruit les services publics, qui conduit la planète à la catastrophe, qui fait de la Méditerranée le cimetière de dizaines de milliers de réfugiés qui fuient les bombes impérialistes et les courants fascistes comme l'État islamique. La lutte contre la réforme El Khomri a remis dans le centre de la scène la lutte des classes, le rôle central des travailleurs qui sont ceux qui font fonctionner le monde, leur force collective.

Ce dont il s'agit maintenant est de cristalliser toute cette organisation, toutes ces expériences, regrouper les centaines ou les milliers qui veulent se battre pour en finir avec ce monde misérable dans lequel nous vivons. Il est nécessaire de tirer tous les enseignements de cette lutte, parce que l'université des exploités et des opprimés c'est les grèves, les rues et les occupations. En outre, il est nécessaire de proposer une alternative politique révolutionnaire, qui pose l'idée de, à partir de la classe ouvrière, faire sauter dans l'air ce système, ses hommes politiques, ses institutions, son appareil répressif. Il faut organiser et de former une nouvelle génération de militants révolutionnaires, renforcer la construction du Nouveau Parti Anticapitaliste dans la perspective d'augmenter notre implantation, notre structuration et notre influence ; voilà la tâche à laquelle les militants de Socialisme ou Barbarie nous consacrons. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons mener la lutte actuelle jusqu'à ses dernières possibilités, et préparer les luttes que dans l'avenir mettront à nouveau les travailleurs et la jeunesse sur pied de guerre.

Bilan des élections du 26J

Par Carla Tog

Le PP (Parti Populaire, droite) a remporté le deuxième tour des élections générales le dernier 26J. Il a obtenu 137 sièges (14 de plus qu'en décembre) avec 7.906.185 voix ce qui représente le 33.03%, en arrivant à capter une partie de voix qu'avait recueilli en Décembre Ciudadanos. Il est suivi par le PSOE avec 85 sièges, 5.424.709 voix, 22,66% ; un résultat qui le permet de continuer –in extremis- en tant que deuxième force politique et résister au sorpasso par la gauche de Unidos Podemos. Cependant, elle le fait en obtenant le troisième pire résultat de son histoire, perdant 5 sièges par rapport aux élections de Décembre et s'écartant encore plus du PP (outre le triomphe du PP en Andalousie, en Séville et en Estrémadure). En troisième lieu est arrivé Unidos Podemos (Unis nous Pouvons, alliance entre Podemos et Izquierda Unida, du Parti Communistes) avec 5.049.734 votes, un 21,1%. Il n'a pas réussi son sorpasso (c'est-à-dire, dépasser le PSOE) et a stagné avec 71 sièges, seulement deux de plus qu'avant. Mais surtout, nous devons tenir compte du fait que la coalition a obtenu presque 1 200 000 voix de moins que lors des dernières élections (lorsqu'ils se sont présentés séparément). Dans la quatrième place est arrivé Ciudadanos (droite) qui a confirmé son effondrement en perdant 8 sièges (il a obtenu 32).

Avec ces résultats, l'incertitude quant à la formation du nouveau gouvernement est maintenue, étant donné que tous les partis sont loin d'atteindre la majorité absolue requise, à 176 sièges. En tout cas, cela ne doit pas nous faire négliger le fait que tout le monde voit le PP comme le vainqueur de l'élection et que les milieux d'affaires et les médias ont déjà commencé à faire pression pour pousser les autres formations (notamment le PSOE) à permettre par action ou par omission un nouveau gouvernement de Rajoy.

Ainsi les choses, à différence du 20D, maintenant le scénario est beaucoup plus propice à la droite, ce qui exprime un recul dans les attentes populaires. La situation a changé par rapport aux élections du 20 Décembre, marquées par l'effondrement du PP, l'effondrement du bipartisme, la désaccélération de Ciudadanos et la montée de Podemos.

C'est pourquoi la donnée immédiate à retenir est que Rajoy et le PP en sortent renforcés. Objectivement Rajoy, qui jusqu'à pas si longtemps pourrait avoir été chassé du gouvernement, a remporté ses troisièmes élections et même amélioré ses résultats de Décembre. Profitant d'une situation européenne marquée à droite, par les résultats du Brexit et appelant au discours de la « responsabilité et la stabilité », le PP a réussi à atteindre et à mobiliser aux urnes encore plus des secteurs plus conservateurs et réactionnaires qui ont peur autant de l'instabilité externe que d'un gouvernement « extrémiste des communistes de Podemos »

Il est donc clair, comme premier bilan, que l'on a connu un « virage conservateur » et une « récupération conservatrice » par rapport au 20D. Susana Díaz (du PSOE) a déjà laissé ouverte la possibilité d'un gouvernement minoritaire du PP avec l'abstention du PSOE, ceci avec l'excuse de « éviter une troisième élection » et de l'idée que la place qui correspond au PSOE est celle de l'opposition.

Un deuxième élément à prendre en compte est les principaux partis de bipartisme résistent : ni le PP ni le PSOE ne se sont effondrés (bien que le deuxième en sort très affaibli) et les deux autres formations émergentes se sont consolidées en tant que nouvelles forces



et parties intégrantes du système politique, mais sans être en mesure de dégager les partis classiques du bipartisme. Il y a un recul clair en ce qui concerne la crise du régime ouverte en 2011. Cela s'exprime dans le fait que le PSOE reste toujours la deuxième force politique en dépit des résultats médiocres et qu'il a réussi à éviter le sorpasso. Cela est dû, probablement, au capital historique et prestige accumulé que possède le PSOE du fait d'avoir été le « parti du progrès » dans les années 80 ; et à la désillusion qui s'est répandue dans de larges secteurs de sympathisants de Podemos du fait de la droitisation et l'adaptation de Pablo Iglesias (beaucoup d'analystes insistent sur le fait que le PSOE a réussi mobiliser dans cette élection une partie historique de sa base ouvrière qu'il avait en quelque sorte « abandonné »).

Un troisième élément du bilan est que l'alliance électorale entre Podemos et IU (accord réalisé non sans réticences des deux côtés) et l'illusion qu'elle a soulevé parmi des larges secteurs, n'a pas réussi à se traduire par des voix ni par une avancée de la gauche en général. En d'autres termes : elle ne s'est pas traduite dans une montée des tendances « rupturistes » et du « changement » qui se sont exprimées dans les résultats du 20 Décembre, qui semblent aujourd'hui plutôt au ralenti ou « stagné ». Et cela est le résultat d'un élément clé : la stratégie purement électorale de Podemos qui signifie finalement de refuser à s'appuyer sur et à développer les luttes sociales.

De là que Podemos porte des énormes responsabilités sur le tournant conservateur exprimé dans cette élection. L'excuse de la conjoncture européenne ne suffit pas. Le fait est que Podemos, depuis son origine et de plus en plus, a tourné vers la droite (et il continuera de le faire après ce résultat électoral!), a rejeté toute participation systématique dans les luttes sociales, n'a fait le pari que de l'intervention dans les médias et les élections, de la figure charismatique de Pablo Iglesias, évitant même de développer des racines organiques parmi les travailleurs, les jeunes, les quartiers populaires.

Cette stratégie qui n'a pas eu pour centre d'impulser des luttes sociales, de réaliser une construction organique, cette stratégie purement médiatique et électorale d'une force qui a réussi à obtenir une large influence de masses, il est clair qu'elle a eu son effet sur le virage conservateur de la situation, en affaiblissant en même temps les caractéristiques de Podemos en tant qu'organisation (parfois Pablo Iglesia et Podemos apparaissent même comme « capricieux » dans leurs paroles, mais peu convaincants des vrais forces dont Podemos dispose pour faire ce qu'il dit).

Il est évident, alors, le coup de massue et la déception qu'ont provoqué les résultats dans les secteurs qui ont fait le pari du « changement ». La situation a changé en quelques mois. Et si même quelques jours avant l'élection le « changement », « la possibilité de détrôner le PP » et le sorpasso étaient des thèmes récurrents et une illusion latente, le résultat des élections a laissé les choses dans une situation différente : le PP peut continuer quatre ans encre et les secteurs qui faisaient le pari du changement ont été battus. La direction de Podemos a reconnu qu'ils attendaient de « meilleurs résultats » et qu'il « continuera à travailler pour l'avenir ». Les déclarations du dirigeant de Podemos Echenique après avoir connu les résultats ont été très éloquentes : « personne ne comprend comment les enquêtes et les sondages se sont autant trompées, nous non plus »…

Mais le fait est que les élections agissent toujours de cette façon, se caractérisent par ce type de prévisions, de « exagérations » où l'on semble être sur le point de « conquérir le monde » et ensuite on n'atteint « rien » ; il arrive que pour conquérir le monde de manière transformatrice, révolutionnaire, il faut faire appel aux forces sociales qui sont à la base de la société : les exploités et opprimés, ce qui est explicitement hors de l'agenda de Podemos et de sa stratégie réformiste.

C'est l'échec d'une stratégie totalement tournée vers l'obtention de voix et gouverner avec le PSOE (même s'il fait partie de la « caste ») et avec les patrons des moyennes entreprises, et opposée à promouvoir et développer les luttes. Une stratégie qui se réduit et se finit dans le terrain électoral et des institutions. D'où la droitisation et l'adaptation de plus en plus forte, aux règles du jeu parlementaires de la démocratie bourgeoise : car ce qui importe, c'est de remporter les élections coûte que coûte. Et cela a été la seule perspective de Podemos ces derniers mois : mener une campagne avec une orientation purement électorale, uniquement destinée à recueillir des voix indépendamment de savoir si ceux-ci étaient obtenus en renonçant à toutes les exigences structurelles et aux éléments programmatiques de rupture que son programme original contenait.

Ce qui par ailleurs ne signifie pas qu'il était impossible de faire une campagne électorale transformatrice, révolutionnaire. Il n'est pas vrai que c'est le seul type de campagne que l'on peut mener, que l'on est obligé à s'adapter à leurs règles du jeu. Une campagne électorale révolutionnaire pouvait et devait être menée (et cela aurait extraordinaire qu'une telle campagne soit menée!) avec Podemos favorisant les luttes sociales, prenant dans ses mains les revendications les plus populaires. D'où aussi le triste rôle de Anticapitalistas, section officielle de la Quatrième Internationale mandeliste, totalement adapté à la dynamique de la direction de Podemos, à son cours politique et électoral entièrement adapté aux exigences du régime parlementaire.

En synthèse : Podemos porte l'immense responsabilité d'avoir frustré l'expectative populaire parce que sa stratégie purement électorale a montré ses limites et a joué un rôle dans la résorption et la canalisation purement électorale de l'indignation et de la colère qui a éclaté en 2011.

De notre côté, à Socialisme ou Barbarie Espagne, nous affirmons que le changement ne viendra pas fondamentalement des urnes, et maintenant que le PP a remporté les élections il avancera sûrement avec coupes budgétaires et des attaques contre les travailleurs. C'est pourquoi il est important de ne pas tirer un bilan sceptique, mais les vrais enseignements des élections pour les luttes et les défis qui nous attendent.

Il faut s'organiser et se battre comme le font les forces de la gauche révolutionnaire en Argentine, ou les camarades d'IZAR en Andalousie (qui a réalisé un score modeste mais digne là où ils ont présenté des candidats), pour faire le parti du développement indépendant des luttes et, à l'occasion des élections, d'une politique électorale révolutionnaire, de classe et indépendante qui renforce la lutte sociale et la lutte pour la conscience socialiste, qui se batte pour une stratégie révolutionnaire contrairement au pari purement institutionnel et électoral de Podemos. Dans cette perspective, il faudra redoubler les efforts et nous retrouver dans les rues tout de suite pour ne pas tomber dans le scepticisme ou la démoralisation.

Face aux elections du 26J

Socialisme ou Barbarie Etat espagnol, le 23/06/16

Le 26 juin, les espagnols sont à nouveau appelés aux urnes. Les résultats du 20D ont ouvert la boîte de Pandore en déclenchant une situation politique sans précédent marquée par une forte instabilité et fragmentation, entrant dans un scénario complètement différent à la « stabilité » du bipartisme et les majorités absolues précédentes.

Aucun candidat n'a obtenu les soutiens nécessaires pour être investi comme Président. Les voix des urnes n'ont pas été suffisantes et les pactes ont échoué et maintenant il faudra revoter. Un fait sans précédent dans l'histoire démocratique du pays depuis le retrait du régime franquiste qui met en lumière la crise politique, institutionnelle et la représentation qui existe depuis le début de la crise économique et l'émergence du 15M.

La chute du PP, l'effondrement du bipartisme, le recul de Ciudadanos et la montée de Podemos sont les données objectives des élections passées qui ouvrent un éventail de possibilités qu'il est encore difficile d'évaluer dans quelle direction il ira, mais sont aussi le reflexe, bien que de manière indirecte, de l'opposition et la confrontation qui ont eu lieu dans les rues ces dernières quatre années contre la politique austéricide et les coups budgétaires du PP. Dans ce sens, ils ont exprimé un virage électoral à gauche et le message issu des urnes était un vote contre la politique de coupes budgétaires, de rejet de la soumission à la Troika, et de punition pour les partis traditionnels corrompus du bipartisme. Ce dernier élément s'exprime notamment dans la montée électorale de Podemos.

Après nous avons vécu pendant cinq mois le cirque électoral où tout le monde, au nom de la raison d'État, du dialogue, de la démocratie et des besoins des espagnols a joué son coup pour sauver sa peau et la situation.

Mais il est également nécessaire de comprendre qu'il faut analyser d'un côté ce que défendent les organisations politiques et de l'autre côté ce que les gens ont exprimé et exprimeront en votant pour ces organisations.

Nous n'avons aucune confiance dans le PSOE, qui a voté la réforme de la Constitution avec l'aide du PP pour réduire le déficit public et qui applique l'austérité là où il gouverne. Nous ne méconnaissons pas non plus le virage au centre de Podemos et de sa direction, abandonnant tout programme rupturiste et l'adaptant davantage aux « règles du jeu » du régime du 78, raison pourquoi nous croyons qu'il n'était pas une alternative de fond dans les dernières élections et il ne le sera pas dans les prochaines.

Mais ces considérations ne peuvent pas cacher ou minimiser le fait que subjectivement, une partie importante des travailleurs et des secteurs populaires ont voté pour ces formations pour virer le PP et pour en finir avec l'austérité. Il s'agit là d'un élément essentiel, car il aide à se positionner face aux nouvelles élections et comprendre les points d'appui que nous avons pour les combats à venir.

Les derniers sondages soulignent le fameux sorpasso de Podemos face au PSOE, arrivant en deuxième place et en reléguant les socialistes à la troisième place. Ce qui préfigure un scénario aussi ou plus instable et fragmentée que celui du 20D, mais qui en outre polarise la scène électorale entre la droite représentée par le PP et la gauche de Podemos rendant plausible la possibilité de virer le PP.

Les options sont déjà sur la table et la deuxième campagne électorale est en cours. Du côté du bipartisme, nous savons qu'il n'y a rien à attendre, le PP et le PSOE sont les partis du régime du 78 et de l'austérité. Nous ne pouvons rien attendre non plus de Ciudadanos, la marque blanche du PP qui défend les mêmes intérêts avec visage plus jeune.

Et enfin, Unidos Podemos (« Ensemble nous Pouvons »), la confluence entre Podemos et Izquierda Unida (Gauche Unie) qui apparaît face à de millions comme l'alternative pour ceux qui souffrent les conséquences de la crise capitaliste et c'est pourquoi nous comprenons que beaucoup de gens décident de voter pour UP.

Cependant, nous devons dire que Pablo Iglesias et sa formation a malheureusement abandonné tout projet de rupture qui fasse face aux intérêts capitalistes et ils comptent sur le PSOE et son aile modérée, et ils ont cherché à former un gouvernement avec Sanchez (secrétaire général du PSOE) sans remettre en cause le PSOE en tant que tel, réitérant jusqu'au dernier moment que le PSOE n'est pas l'ennemi de Podemos et que les propositions de pacte restent en place. Et gouverner avec un parti de la caste et avec un programme plus que modérée, ni anti-Troika ni anti-UE, ni anti-dette, qui n'affronte pas les intérêts des capitalistes a ses limites et ne peut pas offrir une véritable solution de fond pour les travailleurs, les femmes et les jeunes, comme l'atteste le cas grec.

C'est ainsi que la perspective purement parlementaire, électorale, institutionnelle ne peut pas être une perspective de fond pour les problèmes des travailleurs et du peuple espagnol. Dans la situation actuelle, il ne s'agit pas de défendre la «loyauté institutionnelle », mais de faire comme en France, descendre dans la rue, coordonner les luttes pour faire sauter dans l'air le régime pourri du 78 en faisant irruption avec la mobilisation sociale, pour affronter et vaincre toutes les politiques antisociales, qu'elles soient menées par le PP ou par un « gouvernement du changement ».

Pour tout cela, nous comprenons les secteurs qui voteront pour Podemos et nous les accompagnerons dans leur expérience politique, de lutte et dans leurs justes revendications face à un éventuel « gouvernement du changement », mais même prenant en compte l'illusion et l'espoir d'un grand nombre, Socialisme ou Barbarie ne soutient pas la candidature de « Unidos Podemos », nous portons haut le drapeau de l'indépendance politique des travailleurs parce que nous croyons que ce ne sera pas un gouvernement de rupture et n'offre pas une vrai alternative de fond aux problèmes des travailleurs, des femmes et des jeunes, et qu'il ne peut apporter que des frustrations et de la démoralisation.

Rien de tout cela ne signifie que nous ne devrions pas participer aux élections, mais qu'il s'agit de le faire de manière révolutionnaire, c'est-à-dire, d'un point de vue indépendant et de classe.

C'est pourquoi nous appelons à voter et à soutenir les candidatures qui revendiquent et se battent pour cette orientation et ce programme là où elles se présentent. C'est le cas des camarades d'IZAR qui avec un grand effort ont réussi à présenter des candidatures dans les provinces de Malaga, Grenade et Almeria.

Orlando : Nous répudions le massacre d'haine homophobe[1]

Déclaration du courant international Socialisme ou Barbarie, 13/06/2016

Un nouveau massacre a eu lieu dans la nuit du samedi (11 Juin) aux États-Unis : iune fusillade dans un bar fréquenté par la **population LGBTI** en Orlando, Florida! Ceci laisse comme résultat 50 morts et dizaines de blessés ! Un bar gay, **qui était en plus très fréquenté par des jeunes latinos et afro-américains.** Cela montre le caractère **raciste et homophobe** du massacre.

Le **Courant Internationale Socialisme ou Barbarie** dénonce cette tuerie monstrueuse, nous sommes solidaires des victimes et leurs familles.

Le criminel part d'une **haine réactionnaire envers les personnes LGBTI**. Sa cruauté montre le côté le plus pourri, raciste et homophobe qui caractérise les secteurs les plus à droite et conservateurs de la société étasunienne.

Mais il ne faut pas confondre le **contenu** de ce crime – celui d'une agression homophobe– avec la **couverture idéologique** que l'assassin Omar Mateen lui donne, un fasciste avec des antécédents de violence machiste contre son ex-femme.

Le communiqué apparu dans le web, attribué à l'État Islamique (EI), disant que Mateen était un « soldat de Daech » ne nous surprend pas. L'Etat Islamique est une organisation semi fasciste, qui n'exprime aucune revendication réelle des exploités et opprimés du monde arabe, qui dans ses actions promeut les moyens et les objectifs les plus barbares et obscurantistes.

En tout cas, il n'est pas claire qu'il y ait une connexion **directe** entre Daech et l'assassin Mateen. Donald Trump, candidat d'extrême droite aux présidentielles, essai de profiter de ceci, pour **cacher** le contenu homophobe du massacre. Ainsi, Trump et une grande partie de la droite des EEUU, Europe et d'autres régions essaient d'incrémenter le racisme et l'islamophobie, qui a été d'ailleurs la justification de leurs interventions militaires au moyen Orient.

C'est pourquoi **est décisif ne pas se confondre** ! Parce que la **droite des États-Unis et de tout le monde veut profiter de ce** brutal crime de haine motivé par l'homophobie, alors que ce sont les mêmes qui discriminent et haïssent les personnes LGBTI. Ils les considèrent des « pécheurs/euses » qui méritent d'être sévèrement puni/es : dans l'autre monde, avec l'enfer ; ou dans ce monde avec différents degrés de discrimination et de répression violente.



Le candidat à la présidence des républicains, Donald Trump, un **flagrante homophobe** qui prône comme point fondamental de sa campagne l'abolition **de la conquête du « mariage pour tous** », prend le massacre d'Orlando comme un drapeau pour **redoubler sa campagne de haine raciste contre les peuples qui pratiquent l'Islam**. Et aussi **contre les immigrés**... en occultant, en outre, qu'Omar Mateen, responsable de l'attaque, est états-unien par naissance, et que ce sont les propres secteurs ultra conservateurs comme lui, **qui promeuvent une « morale » réactionnaire qui facilite ce type d'attaques barbares**.

Trump est célèbre dans le monde entier pour sa prédication raciste anti-mexicaine et en général, anti-Latino. Mais la presse occidentale a mis moins en évidence dans sa campagne, que la prédication de **la haine anti-latino** est toujours allé de pair avec **l'islamophobie**.

Cela se produit dans le contexte d'un **climat réactionnaire au niveau international dans plusieurs pays**, où il y a des avancées des groupes plus conservateurs. Ils existent de fortes attaques contre la classe ouvrière, les migrants, les droits des femmes et aussi contre la communauté LGBTI. Trump aux États-Unis, **fait partie du phénomène**.

Mais ce tournant réactionnaire, ces attaques, suscitent un **rejet dans larges secteurs** de la classe ouvrière, les femmes et les jeunes. Cela commence à s'exprimer dans des nouvelles formes d'organisation et de lutte des activistes. Par exemple, les grèves en France contre la réforme du travail du « socialiste » Hollande ou la jeunesse aux États-Unis qui soutien Bernie Sanders. Ce dernier se présent en Etats-Unis comme candidat « **socialiste** » à la présidentielle ... et contre Hillary Clinton, qui fait partie du establishment yankee qui a mené la guerre au Moyen Orient et qu'Obama a continué.

Dans ce cadre, dans le monde entier auront lieu à la fin de juin les « marches de fierté LGBTI ». Celles-ci le combat et les mobilisations lancées le **28 juin 1969** au bar New-yorkais de **Stonewall** en signe de protestation contre la répression policière contre les personnes LGBTI.

Maintenant, dans tous les pays, après ce fait horrible, la commémoration **doit acquérir un contenu plus politique**. Orlando doit nous motiver **à défendre les droits démocratiques des personnes sexuellement diverses** et à **empêcher** que ce monstrueux crime serve à **promouvoir l'islamophobie et le racisme** dans le monde entier.

Enseignements d'un référendum qui a secoué le monde

Par José Luis Rojo

« **Jusqu'au dernier moment, j'ai attendu que nous restions dans l'Union Européenne, même de justesse. Mais la campagne a été terrible. Les deux parties ont utilisé des arguments à vomir. Et tout a tourné autour de l'immigration** »(Joanna Ciechanowska, directrice du centre Social et Culturel Polonais de Londres, La Nación, 29/06/16).

Dimanche dernier a eu lieu au Royaume Uni le référendum sur le Brexit. Le résultat a donné lieu à tremblement de terre britannique, européen et mondial. 52 % des électeurs ont décidé de dire au revoir à l'Union Européenne et de sortir le Royaume Uni de celle-ci. Le vote a produit une réaction en chaîne qui a renversé Cameron, remis en cause l'unité nationale de la Grande-Bretagne, laissé l'Union Européenne dans une crise grave, impacté les relations des Etats-Unis avec l'Europe, en frappant aussi les tendances déjà fragiles de l'économie mondiale.

Comme si c'était peu, le référendum a produit une tournure dramatique vers la droite dans la situation politique anglaise : **son contenu a tourné clairement autour d'une campagne ultra-réactionnaire contre l'immigration** (des arguments xénophobes utilisés autant par les campagnes officielles du Leave que du Remain).

Dans ce contexte, les principales organisations de l'extrême gauche britannique se sont divisées entre les partisans du Leave (SWP et PS) et ceux du Remain (Socialist Resistance, mandeliste), en ne faisant pas ce qu'il aurait fallu : **une campagne militante pour l'abstention ou le rejet** lors d'un référendum où toutes les alternatives « positives » (le Leave et le Remain), **étaient un piège**.

Un cataclysme de conséquences encore incertaines

La première chose à souligner sont les conséquences du Brexit dans le domaine des relations entre les États et de européenne et mondiale. Il n'y a aucun doute sur les **conséquences de désorganisation du résultat du référendum**. C'est-à-dire : l'Union européenne est une construction impérialiste qui fait partie d'un système mondial des États où les États-Unis en collaboration avec les principaux pays de l'Union Européenne et dans une moindre mesure le Japon, constituent le pivot où s'est appuyé la stabilité mondiale depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale (ordre a réaffirmé après la chute du Mur de Berlin).

Dans cette configuration, la Grande-Bretagne a toujours joué le rôle de « allié préférentiel » des États-Unis (au moins depuis la fin de la Seconde Guerre), un allié qui, en ce qui concerne l'ordre mondial et la stabilité internationale, il est beaucoup plus utile qu'il soit au sein de l'Union européenne qu'en dehors de celle-ci. Que l'Union Européenne ait perdu sa deuxième économie et puissance militaire et financière n'est pas mince affaire : **cela remet en question les conditions de stabilité et d'existence de l'Union Européenne en tant que telle**.

La Grande-Bretagne elle-même ne sait pas avec certitude quelle place elle occupera, à l'avenir, par rapport aux États-Unis et à l'ordre mondial. Il est vrai du fait de ses « caractéristiques spéciales » (sa relation transatlantique avec les États-Unis, ce qui reste de son empire à l'étranger, son caractère insulaire), elle a toujours occupé une place particulière (par exemple) en ce qui concerne l'Europe continentale. Mais sa sortie de l'Union Européenne, à priori, **tend à rétrécir ses marges de manœuvre**.

En outre, la sortie de l'UE s'est à son tour retournée contre la Grande-Bretagne elle-même, **mettant en cause son unité nationale**. En Ecosse, les autorités sont revenues à l'offensive, affirmant qu'elles allaient convoquer un nouveau référendum sur la permanence du pays au Royaume-Uni (l'Écosse veut rester dans l'Union Européenne). Un cas similaire serait celui de l'Irlande du Nord, qui dans un repositionnement sans précédents, menace de s'unir avec la République d'Irlande (afin de rester dans l'UE).

Et cela sans oublier de mentionner les conséquences économiques du vote : la chute des marchés (la plus grave depuis l'effondrement de Lehman Brothers) ; l'effondrement de la livre sterling aux niveaux les plus bas depuis 1985 ; le fait que la propre City de Londres et les banques ne sachent pas si qui va arriver dans l'avenir (il est dit que les grands gagnants de la séparation seraient les fonds les plus spéculatifs) ; les perspectives de reprise économique anglaise, l'un des plus forts en Europe ces dernières années. Dans une situation déjà compliquée, encore une mauvaise nouvelle : le Brexit pourrait devenir encore un facteur qui s'ajouterait **à la préoccupation croissante de la perspective que l'économie mondiale rentre dans une nouvelle récession**.

En tout cas, il serait souhaitable de ne pas trop s'avancer en termes de prévisions. L'analyse que nous venons de réaliser ne souligne que les dangers **potentiels** de la décision. En outre, lorsque ceci est entre les mains des apprentis sorciers de part et d'autre (que ce soit un David Cameron pour le Remain ou un Boris Johnson ou Nigel Farage pour le Leave), souvent les conséquences vont bien plus loin que ce que ces apprentis prétendaient.

Parce qu'en plus ce sont des **démagogues** ; déjà ils sont en train de **rélativiser** les effets du vote. En outre, à toutes fins pratiques, il s'agit pour le moment d'une élection, un référendum, **et non pas d'un fait direct de la lutte de classes** (ou un conflit matériel entre des États). Cela fait que son résultat est soumis à une négociation ardue entre les autorités anglaises et celles de l'UE, négociations que personne ne sait ce qu'elles donneront : « Depuis que les britanniques ont décidé de quitter l'Union européenne, le résultat du Brexit a déclenché une commotion si profonde que maintenant l'opinion publique semble se concentrer sur une option extrême : **comment faire pour ne pas appliquer cette décision** » (« Après le choc, une idée extrême : Comment faire pour avorter le Brexit », Max Fischer, *The New York Times*, cité dans *La Nación*, 29/06/16).

C'est pourquoi Alex Callinicos semble un peu **exagéré** en définissant le Brexit comme « Un virage mondial historique » (*International Socialism* N°151, 27/06/2016). Cela reste encore à vérifier. Parce que l'ampleur réelle de ses conséquences dépendra de la somme de toutes les autres conditions. Le Brexit est une alarme concernant l'évolution des tendances à la désintégration de l'ordre mondial ; **mais il faudra mesurer ses conséquences concrètes pas à pas.**

Le manque d'une analyse concrète

Mais l'analyse « géopolitique » des conséquences du référendum ne suffit pas à se faire une idée de la situation. Un enjeu de premier ordre est sa signification politique concrète ; **le contexte politique dans lequel ce vote a eu lieu**.

Ici les choses sont beaucoup plus

contradictoires. Ca ce n'est pas la même que la crise de l'impérialiste Union Européenne s'approfondisse par la gauche (avec une alternative supérieure, anticapitaliste, internationaliste, d'unité des peuples et des classes populaires dans la région), **que par une voie de droite et d'extrême droite xénophobe, nationaliste-impérialiste, comme c'est le cas dans la situation actuelle.**

Les phénomènes sont **concrets**. La somme de toutes les tendances générales économiques, politiques et géopolitiques se matérialisent dans les relations entre classes : **elles deviennent spécifiquement politiques**. Une question qui ne peut être **abstraite** comme c'est le cas du SWP: « C'est une tragédie que le parti travailliste n'ait pas soutenu le Leave. S'ils l'avaient fait, ils auraient transformé le débat dans un débat beaucoup plus axé sur la démocratie, la rupture avec l'austérité et la résistance au contrôle des patrons, plutôt que sur le racisme »(« Après le vote de la sortie de l'UE et la démission de Cameron : s'unir pour développer la révolte contre l'establishment », Charly Kimber).

L'argument est particulièrement mauvais, non seulement parce que il était évident que les sphères dirigeants du travaillisme blairiste ferait campagne pour la permanence (une campagne raciste et xénophobe aussi de leur part), mais aussi parce que cette réalité ne pouvait pas être modifiée en creant de faux espoirs sur que le travaillisme ne ferait jamais : **son cours réactionnaire devait être pris en compte comme un fait objectif avant de décider des tactiques et non seulement après, comme une justification de ce qui se serait produit si les choses avaient été différentes...**

Malheureusement, la forme concrète qu'a pris la colère contre les politiques austéricides de Cameron et de l'Union Européenne parmi la majorité des travailleurs (cela n'a pas été le cas chez les jeunes), a été d'accuser les immigrés: « Cela a été la campagne nationale la plus réactionnaire dans l'histoire politique britannique, **entraînant l'émergence ouverte de l'extrême droite** (...) **Elle a légitimé le racisme et la xénophobie comme jamais auparavant** » (« Brexit vote is a disaster, but de struggle goes on », Déclaration de Socialist Resistance sur le résultat du référendum, 24 juin 2016).

De toute façon, il existe un facteur décisif qu'ont oublié les camarades de l'autre secteur d'importantes du trotskisme britannique, Socialist Resistance : ils ont fait campagne pour le Remain avec Yanis Varoufakis (ex ministre d'Economie du premier gouvernement de Syriza) et avec des militants de Syriza en Angleterre. Un des erreurs de sa campagne (en plus du vote pour le Remain dans l'UE), **c'est qu'elle a caché l'immense responsabilité de Syriza sur le virage à droite européen.**

En Grèce les choses étaient claires. Le triomphe de Syriza a exprimé une remise en question par la gauche à l'austérité ordonnée par l'Union Européenne. Si Tsipras avait refusé les mémorandums de la Troïka et il avait quitté l'euro, il aurait déclenché une vague de solidarité continentale et il aurait proposé **une alternative par la gauche opposé aux démagogues national impérialistes.**

Mais l'aventure de Tsipras s'est finie comme tout le monde le sait : avec une honteuse capitulation aux autorités européennes, en appliquant les plans d'austérité qu'il avait promis d'arrêter. Et, en même temps, en démoralisant in large secteur des travailleurs et des jeunes grecs, ouvrant la voie du virage à droite en Grèce, ainsi qu'influençant la situation politique continentale dans le même sens.

Tsipras n'a pas de problèmes à dire qu'il « défend l'Europe » ; à justifier le Brexit avec son cours de capitulation. Un véritable scandale de part d'un gouvernement qui s'est mis à genoux pour appliquer l'ajustement dicté par les institutions européennes ; qui a laissé la voie ouverte pour que l'UE soit remise en question par des **démagogues de la droite et de l'extrême droite** comme Boris Johnson et Nigel Farage, en plus de tant d'autres en Europe comme Marine Le Pen et d'autres.

C'est dans ces conditions concrètes que le Brexit s'est déroulé. Ce n'est pas étonnant donc qu'il ait été canalisé par la droite. De là que les options tactiques n'aient pas été faciles, et qu'elles ne pouvaient pas découler de manière mécanique du juste rejet de l'Union Européenne.

L'erreur de mélanger les drapeaux

Pour aborder les positions qu'a exprimé le trotskisme britannique il faut partir du contenu des campagnes officielles du Leave et du Remain, campagnes qui ne pouvaient pas être "débordées" par les forces bien plus petites de la gauche révolutionnaire.

Le Brexit n'a pas été comme en Grèce : ce ne sont pas les motivations économiques anti-austerité qui ont dominé. Il arrive que, en plus, le Royaume-Uni n'est pas un pays dépendant comme la Grèce, mais la cinquième puissance économique mondiale. De là que le nationalisme britannique ait une nature totalement différent au grec : **c'est un national-impérialisme de grande puissance, oppresseur, d'affirmation de ce status privilégié dans l'ordre mondial.**

Le fait concret est que le référendum dans son ensemble a été monopolisé par une campagne réactionnaire anti-immigrants. La multiplication de cas de haine xénophobe qui sont arrivés après le vote en témoigne: "Les principales victimes semblent être le million de polonais, qui sont arrivés à partir de 2004, lorsque ce pays est rentré dans l'UE. Mais ce ne sont pas les seuls. Il y a aussi les pakistanais, communauté très importante au Royaume-Uni, qui ont été aussi la cible de cette persécution. Un médecin a expliqué hier à la télévision comment un patient a dit à son collègue cardiologue : **'Tu devrais pas déjà être dans un avion vers le Pakistan ? Nous avons voté pour que vous partiez !'** » (La Nación, 20/06/16)

Il arrive que les motivations d'une profondeur crise économique et sociale peuvent s'exprimer autant par la gauche que par la droite. Trotski avait combattu déjà ce type **d'objectivisme** : l'erreur de faire abstraction des conditions concrètes dans laquelle une crise se déroule. Le raisonnement ne peut jamais être "plus il y a de crise, plus il y a un virage à gauche". Si l'environnement est réactionnaire, difficilement elle trouvera un canal d'expression par la gauche : d'où le contenu concret du référendum. Le SWP est tombé dans cette erreur de diluer les circonstances concrètes dans celles plus générales : son raisonnement semble être « nous avons eu raison, car le Brexit a produit un cataclysme mondial »...

Mais remplacer la politique par la géopolitique est une grave erreur. Cela fait abstraction, justement, de ce que nous manquions ci-dessus : les conditions politiques concrètes dans lesquelles les rapports entre les États évoluent. Callinicos semble défendre l'idée de "plus c'est pire, mieux c'est". Mais faire abstraction de l'ensemble de circonstances concrètes dans lesquelles cet ensemble de déterminations s'applique est une erreur totale. Les conséquences politiques du référendum sont droitières et il n'est pas possible de cacher ceci avec la crise géopolitique générale.

Il semble oublier aussi le fait que le marxisme a toujours insisté (avec Clausewitz) sur le fait que la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens ; que les rapports entre les États découlent, en dernière instance, des rapports de classe; **que les relations extérieures ont toujours découlé des relations intérieures.**

Dans la campagne opportuniste de la gauche pour le Remain, l'argumentation a été mécaniquement l'opposée : les considérations **principistes** concernant le caractère impérialiste de l'Union Européenne ont été totalement diluées. Les camarades de Socialist Resistance semblent avoir eu plus de sensibilité politique. **Mais ils ont perdu de vue que la campagne officielle du Remain a aussi agitée des arguments démagogiques et réactionnaires anti-immigrants.**

Le fait étonnant est qu'aucune des courants du trotskisme anglais **n'ait défendu l'abstention, le rejet du référendum**. Ceci est incompréhensible car cette possibilité existait : exprimer à travers l'abstention une position indépendante des deux secteurs bourgeois. Probablement l'abstention (ou le vote nul) auraient été très faibles ; il est difficile de le savoir. Mais ils auraient pu exprimer une position indépendante, **ne pas se mélanger avec aucune des deux campagnes impérialistes.**

Royaume-Uni, le référendum sur l'Union européenne

Par Claudio Testa

Il reste seulement une semaine avant jeudi 23. Ce jour-là il aura lieu dans le « Royaume-Uni de Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord » (et, en outre, dans l'enclave de Gibraltar) le **référendum** du « Brexit ». C'est-à-dire, on décidera si le Royaume-Uni doit « **rester** » (**remain**) en tant que membre de l'Union Européenne" ou si il doit « **quitter** » (**leave**) l'Union Européenne».

Dans un article précédent « Sortir de l'Union européenne ou y rester? », SoB N°383, 09/06/2016-, nous avons expliqué le cadre de **multiples crises** qui traversent le Royaume Uni et les États de l'Europe et l'UE elle-même.

Sur la base d'une crise économique et de la stagnation qui s'étend sans perspective d'en finir, s'étend un mécontentement social croissant, aggravé par les plans d'austérité néolibéraux qu'appliquent les gouvernements de droite ou de (fausse) « gauche »(comme celui du « socialiste » Hollande).

L'Union Européenne est **de plus en plus contestée**. Grâce à des organes qui ne sont **élus par personne** (comme la « **Troïka** » du FMI, la Banque Centrale Européenne et la Commission Européenne), l'UE fonctionne comme une **dictature transnationale** qui applique des mesures brutales de faim et de misère par l'intermédiaire de gouvernements marionnettes, comme celui de Tsipras en Grèce. Il y a derrière tout cela, les véritables patrons de l'UE, tout d'abord, l'**impérialisme allemand**, appuyé par son partenaire de Paris. Ainsi, dans toute l'Europe, la **crise de légitimité et consensus** en ce qui concerne l'Union Européenne s'aggrave.

Au Royaume Uni cela s'exprime dans la division qui, de haut en bas, a provoqué le référendum de jeudi prochain. En l'organisant l'année dernière, le premier ministre conservateur, pro-UE David Cameron, a estimé qu'il allait le remporter facilement… Maintenant il arrive que non seulement les tories (conservateurs) se sont divisés, mais en plus les derniers sondages donnent comme une possibilité que ce soit le « **sortir** » **(leave) qui le remporte…** Bien que rien n'est certain: il y a encore un pourcentage relativement élevé qui **n'est d'accord** avec aucune de ces deux alternatives.

Le débat dans la gauche révolutionnaire

Non seulement les conservateurs et les travaillistes se sont divisés face au référendum, bien que dans des proportions différentes: les tories seraient 58 % pour « sortir » (leave) et 38 % seulement pour « rester » (remain); en revanche, les travaillistes voteraient à l'inverse: 32 % pour « quitter » et 59 % pour « rester ». [1]

Aussi la gauche révolutionnaire - qui au Royaume-Uni est principalement trotskiste - a des opinions différentes.

Un secteur avec à la tête le **Socialist Workers Party** (SWP), le **Socialist Party** (SP), **Counterfire** et d'autres appellent à voter pour « **sortir** » **(leave)** de l'Union Européenne. Le **Communist Party** (CP) partage également cette position.

En revanche, **Socialist Resistence** (section britannique de la Quatrième Internationale [SU]), **l'Alliance for Workers' Liberty** (AWL) et d'autres sont enclins à voter « **rester** » **(remain).**

Aucune de ces deux positions ne nous convainc. Objectivement, le référendum configure une situation **défavorable**, parce qu'ils ont réussi à installer (même si, comme nous le verrons, **pas tout à fait**) une alternative entre **deux options également contraires** aux intérêts des travailleurs anglais, européens et des immigrants. Regardons cela davantage.

L'illusion dangereuse d'un « Lexit » et la réalité amère du « Brexit »

Dans **ce cas**, le vote pour une rupture avec l'Union Européenne **n'implique pas un cours vers la gauche**, mais signifierait en concret le triomphe d'une coalition hégémonisée par une droite **xénophobe et raciste**, ainsi **qu'ultra-néolibérale et ennemie des travailleurs**. Elle est constituée par le **raciste** UKIP (United Kingdom Independence Party) en plus des tories qui se sont insubordonnés face à Cameron.

Face à cette **réalité** de la campagne pour le « Brexit » - contraction de « British Exit »: sortie de la Grande-Bretagne de l'UE- les organisations de gauche qui appellent à voter pour « sortir » ont inventé le « **Lexit** ». Il s'agit de la contraction de « **Left Exit** »: sortie de gauche (de l'UE).

Malheureusement, il s'agit de « politique-fiction ». La campagne pour « sortir » (leave) a **déjà été dominée** par la droite UKIP-conservateurs dissidents. **Au niveau des masses**, le « Lexit » n'existe pas ou est extrêmement faible (et difficile de distinguer) par rapport au Brexit. Et, au-delà du nom qu'ils lui donnent, le Lexit appel à voter la même chose que le Brexit de l'UKIP ou des conservateurs anti-Cameron!

Tout cela est accompagné par **une autre illusion**, qui est en même temps l'autre grand justificatif d'appeler à voter pour « sortir ». Le SP, le SWP et d'autres organisations l'ont synthétisé en un slogan: « **Votez quitter pour virer Cameron!** ». [2]

Ils disent que la défaite du « rester » (remain), ajoutée à la division des conservateurs, provoquerait immédiatement la chute de Cameron et son gouvernement et l'appel aux élections législatives. Et que cela « conduirait à… un gouvernement anti-austérité, dirigé par Jeremy Corbin ». [3]

Mais ils ne prennet pas en compte un « petit problème »: qui, comme nous l'avons noté, la campagne pour la « sortie » est **complètement hégémonisée par la droite dure et l'extrême droite,** et elle est mené sous les drapeaux du racisme et du chauvinisme le plus rampant. Comment ils tiennent pour acquis alors que Cameron sera remplacé par un gouvernement « de gauche »… quand cette droite serait la grande gagnante du référendum ?

Bien que cela **ne soit pas automatique**, il faut attendre plutôt **le contraire**: s'il y a des élections immédiates, l'« élan » des résultats du référendum pourrait favoriser ceux qui ont dirigé le triomphe du « sortir ». C'est-à-dire, la droite raciste et xénophobe UKIP-conservatrice.

Le vote pour « rester » (remain) signifie le soutien à l'Union Européenne, ennemie des travailleurs

Il nous semble qu'une erreur symétrique commettent les secteurs de la gauche révolutionnaire qui appellent, comme un « moindre mal » le vote pour « **rester** » (remain), comme le fassent **Socialist Resistance** (section britannique de la Quatrième Internationale [SU]), **l'Alliance for Workers' Liberty** (AWL) et d'autres.

Face à l'appel au référendum de l'année dernière, Alan Thornett, dirigeant ouvrier et socialiste révolutionnaire et de longue carrière, a publié dans *Socialist Resistence* un long article de **caractérisation de l'Union Européenne** et la **position qu'il fallait assumer** dans le référendum. [4]

Dans ce document, Thornett fait une dénonciation implacable de la nature archi-réactionnaire et ennemie des travailleurs de l'Union Européenne:

« La **nature fondamentale** de l'UE... est d'agir comme une autorité supranationale pour que les États membres remplissent l'agenda néolibéral qui est au cœur de l'UE, **d'augmenter l'exploitation**... Cela nécessite **d'énormes attaques aux conditions de vie et au bien-être...** L'UE est une machine à **faire exploser le niveau de vie des travailleurs**, comme nous le voyons en Grèce... »

Mais, selon Thornett, ce n'est pas tout. L'Union Européenne est également **fortement anti-démocratique**:

« De temps à autre, dans chacun des États membres, les gouvernements peuvent être remplacés par le biais des élections, même si ces votations sont inssufisantes.

« Mais cela n'est pas ainsi dans l'Union Européenne en tant qu'institution. Le Parlement Européen a été créé pour donner l'impression d'une démocratie qui n'existe pas. […] Le vrai visage de l'Union Européenne est la Troïka... Le rôle brutal de la Troïka en Grèce en imposant la misère sur les travailleurs, est cohérente avec le rôle et le caractère de l'UE ».

Et ainsi Thornett dédie des pages et des pages à **dénoncer** le caractère **anti-ouvrier, antidémocratique et antipopulaire de l'UE**. Mais, en fin de compte, il arrive à une conclusion **surprenante**:

« La campagne pour 'sortir' sera totalement dominée par l'UKIP et la droite conservatrice. Cela met face à un dilemme ceux de gauche qui considérons l'UE comme une institution réactionnaire pour assurer que les gouvernements imposent l'austérité et augmentent l'exploitation. Mais nous ne voulons pas être associés avec la droite sous quelque forme que ce soit »



« Alors, à mon avis, il faut **voter pour** « **rester** ».

Mais est-ce que les défenseurs du « **rester** » sont moins de « de droite » que les autres ? Parmi eux se trouve en premier lieu l'archi-conservateur et austericide Cameron. Et il est expressément soutenu par Obama, la grande majorité de la City, les grandes banques, les ultra-néolibéraux de *The Economist* et la légion d'austéricides de l'UE et sa Troïka. Et à cette clique s'est rajoutée récemment la directrice du FMI, membre de la Troïka et la faiseuse de plans de d'austérité au niveau mondial.

Voter « rester», ce n'est ne pas voter pour le « moindre mal »!

Pour un vote « ni-ni »

Il n'y a aucun moyen de maquiller comme « progressiste » ou comme un « moindre mal » le vote pour « sortir » ou pour « rester » ! Autant l'un que l'autre, bien que d'une manière différente, sont tout aussi réactionnaires et contraires aux intérêts des travailleurs. Ils diffèrent seulement par le fait qu'ils servent différentes factions, intérêts et projets du capitalisme britannique, européen et états-unien.

Dans ce cas, la politique des socialistes révolutionnaires ne peut pas être de prendre une loupe pour voir combien de microns il y a de différence. Il n'y a aucune prestidigitation qui puisse modifier les options d'une consultation visant à mettre les travailleurs et les secteurs populaires dans un piège!

Cependant, il y a un **flanc faible** qui commence à provoquer une certaine alarme. C'est une « anomalie »: il y a **un pourcentage élevé** de personnes qui se sont inscrites pour voter, mais pourtant, à quelques jours du référendum, ne s'est pas décidé **ni pour** « **quitter** » **ni pour** « **rester** ».

Chez les jeunes, cela atteint un **12 % des inscrits**! Parmi les travailleurs les plus pauvres, **il atteint 11 % !** Et chez les femmes, **10 %.** (Analyses de *The Economist*, le 15 juin).

Cette « anomalie » commence à être commentée. Puisque le système électoral britannique, imposant qu'à chaque élection chaque citoyen doit **s'inscrire pour voter**, est un filtre d'indécis et insatisfaits qui, directement, ne s'inscrivent pas. Il n'est pas habituel qu'à quelques jours d'une élection, il y ait un tel pourcentage de personnes qui **n'aiment aucune des options**.

Il nous semble que les courants de la gauche socialiste devraient se diriger à ces secteurs de travailleurs et de jeunes **mécontents** qui n'ont pas si vite avalé la disjonctive trompeuse de « sortir » ou « rester ». Le bulletin permet de ne voter ni l'un ni l'autre. Si cela atteint certaine amplitude, ce serait **un véritable vote de rejet** du double piège du référendum.

Notes:

1.- "The UK's EU referendum: Voting intention 7 days to go", *The Economist*, Jun 14th 2016.
2.- "Vote leave to get Cameron out", *The Socialist*, June 1, 2016
3.- "Vote leave…", cit.
4.- Alan Thornett, "What position should the left take on the EU referendum?", *Socialist Resistance*, June 09, 2015.

Instantanées européennes

Par Roberto Sáenz

Grâce à un récent voyage en Europe afin de suivre le développement de notre courant international, nous avons pu nous imprégner de la situation politique européenne. Nous présentons ici quelques réflexions dans lesquelles nous mélangerons des aspects politiques avec d'autres historiques et culturels.

Un climat général réactionnaire

La première impression de la situation européenne est le climat réactionnaire qui la caractérise. La terreur djihadiste et la crise de l'immigration sont omniprésents dans les médias. Au sujet de la crise de l'immigration, il suffit de dire que c'est la plus grave depuis la Seconde Guerre mondiale.

La guerre a impliqué des flux de millions de personnes. D'abord la fuite vers l'est et vers l'URSS des populations slaves et l'arrivée d'immigrants allemands. Par la suite, le retour en Allemagne de millions de personnes liées à cette origine, pour ne pas mentionner d'autres déplacements de population, comme les millions de juifs envoyées aux chambres de gaz, les soldats russes détenus, les travailleurs français forcés dans le Reich allemand et un long etcetera. Des habitants essentiellement européens.

Gardant les proportions, actuellement il s'agit de personnes arrivant du Moyen-Orient et d'Afrique, bien qu'il y a aussi qui arrivent du reste de l'Asie et même de l'Amérique latine. La question est qu'en 2015 sont arrivés 1.000.000 de personnes. Mais au long de ce 2016, du fait de la politique restrictive de l'Union européenne, seulement 200.000. Les milliers de personnes qui meurent en traversant de manière clandestine la Méditerranée est suscitent l'horreur : une expression de la barbarie capitaliste mondialisée : 10 000 immigrants morts en mer depuis 2014 !

Dans le sens opposé à l'attitude de soutien qui s'est manifesté au début de la crise (et après les attaques de Daech en France et en Belgique), a commencé à avoir lieu sur l'ensemble de l'Europe un virage à droite de couches de plus en plus de la population, **des couches qui considèrent les immigrants une menace pour leurs conditions de vie.**

Au départ, Allemagne s'est distinguée par sa réaction positive : des activistes prenaient en charge des activités de solidarité. Mais cette attitude s'est rapidement transformée en son contraire : s'est effondré « l'engagement » de Merkel, d'accueillir « n'importe qui voudrait entrer dans le pays » (la chancelière allemande a fini par négocier un accord ultraréactionnaire avec Erdogan pour expulser les immigrants vers la Turquie), ce qui a ajouté au confus épisode de violations dans les derniers jours de l'année dernière **a donné lieu à un virage à droite.**

Beaucoup de ces développements sont en lien avec ce climat plus général. En se promenant dans Paris ont est choqués par les militaires qui se baladent dans la ville avec leurs fusils. Et attention, il ne s'agit pas des forces de police, mais directement de l'armée, ce qui n'est pas sans importance, même si cela n'a pas un impact pareil que celui qu'il aurait, par exemple, en Argentine, où les souvenirs de la dernière dictature militaire sont encore frais.

Une expression de ce climat réactionnaire sont les élections qui se déroulent en Europe, **où la question de l'immigration ouvre la voie aux formations d'extrême-droite**. C'est le cas de l'Autriche, où le FPÖ (Parti de la Liberté d'Autriche) a perdu les élections présidentielles pour seulement 30 000 votes: « (...) le score record du FPÖ -49,7 %- traduit la progression d'un courant qui s'étend sur tout le Vieux Continent, **sur le fond de l'érosion des partis traditionnels et la crise de l'immigration** (...) Dans toute l'Europe, le score des partis traditionnels est en baisse. Ceci profite à la gauche radicale dans le sud, en raison des politiques d'austérité, et l'extrême-droite dans la plupart des autres pays »(*Le Monde*, 25/05/16).

Une expression importante du glissement électoral vers la droite, c'est qu'aux élections présidentielles de l'année prochaine en France, le *Front National* de Marine le Pen arriverait au deuxième tour, après être arrivé en tête lors des élections municipales de 2015, avec 30 %.

Situation très paradoxale, tandis que le conflit contre la Loi El Khomri représente un défi fort au climat réactionnaire par la gauche, la prochaine élection présidentielle opposerait au deuxième tour la droite à l'extrême droite...

Il est important de noter, toutefois, que la plupart des partis d'extrême droite participant au jeu électoral ne se caractérise par construire des organisations extra-parlementaires d'action directe. Les groupes néonazis de ce type sont minoritaires (sauf Aube Dorée en Grèce), ce qui ne signifie pas que ces groupes-là ne puissent pas se renfrocer si les choses polarisent, **ni que le vote à l'extrême droite n'implique pas un énorme danger potentiel.**

D'ailleurs, il ne faut pas tomber dans des unilatéralités ou perdre de vue qu'il y a des **contrepoids** : en Espagne, le scénario électoral bascule vers la gauche, avec les scores de Podemos, une formation du nouveau réformisme similaire à Syriza, qui se présente aux nouvelles élections générales en alliance avec la Gauche Unie dans le but de déplacer le PSOE comme deuxième parti du pays.

Les travailleurs français au-devant de la scène

Mais nous aimerions nous référer à un autre aspect de la situation européenne : l'imposition des **contre-réformes du travail avec l'excuse de la crise et le « manque de compétitivité** ». Le virage réactionnaire représente un nouveau « cap » dans l'offensive contre les travailleurs. Si après la crise de 2008 a eu lieu le sauvetage des banques et des entreprises en faillite par les Etats et par la suite nous avons connu une crise des dettes étatiques, ce qui caractérise le moment présent est une attaque plus en profondeur : **la tentative d'imposer des contre-réformes du travail à la classe ouvrière continentale**.

L'Allemagne sous le gouvernement du social-démocrate Schroeder, l'Espagne aujourd'hui sous Rajoy, l'Italie de Matteo Renzi, la Belgique avec la tentative d'approuver la loi Peeters et le projet de la Loi El homri en France, sont autant d'initiatives qui ont en commun de mener la bataille au centre de la production : **contre les conditions de travail et les statuts des travailleurs**.

Il arrive que sont à la mode des mécanismes flexibles d'embauche comme les « minijobs » en Allemagne ou les « zéro hours » en Angleterre, contrats où le travailleur doit être à la disposition de l'entreprise à tout moment, les sept jours de la semaine : **des conditions d'esclavage du travail, que les grévistes en France dénoncent comme étant un retour au au XIXe siècle !** : « (…) [un] projet de réforme du Code du Travail, que dans le pays des 35 heures et de la superpuissance de chantage des syndicats (...) représenterait une véritable [contre] révolution. Une adaptation d'un système archaïque et sclérosé aux exigences des entreprises » (« Loi travail : une victoire à la Pyrrhus », Courrier International n°1333, 19/25 mai 2016).

Mais précisément ici se trouve la deuxième tendance ou la **contre-tendance** de la situation européenne : l'émergence en France d'un mouvement de masse de contestation de la Loi Travail qui dure depuis des mois. Personne ne peut anticiper le résultat de cette lutte acharnée. Hollande ne semble pas avoir beaucoup à perdre ; il sera difficile de le faire reculer sans mettre en place une vraie grève générale que la CGT ne semble pas très disposée à convoquer.

En tout cas, ce que l'on vit en France est une reprise des luttes sociales qui a reculé après la défaite de 2010 contre le réforme des retraites de Sarkozy (recul redoublé par les attentats et l'instauration de l'état d'urgence l'an dernier) ; **un combat avec des éléments de radicalisation et l'entrée en scène de la classe ouvrière de la sixième puissance économique mondiale, ce qui n'est pas une mince affaire**.

Une question à souligner est comment fonctionnent ces conjonctures réactionnaires : elles génèrent, très souvent, des **réactions inattendues**. La scène sociale apparaît « plombée », l'offensive dans les mains de ceux d'en haut. Mais émerge soudainement un vaste mouvement de contestation ; ce qui a cependant une explication : **ce n'est pas de la simple « magie » sociale et politique.**

Il arrive que, contrairement à l'apogée de l'offensive néo-libérale dans les années 90, **sa légitimité est actuellement faible**. Cette question s'exprime dans le très bas niveau de popularité d'Hollande : 14 %, ce qui contraste aux 70 % qui soutiennent la lutte contre la réforme (cela, même quand il y a des problèmes liés au manque d'essence, les ordures dans les rues, les services réduits dans les trains, etc.).

Tant que le climat politique mondial reste dans une ambiance « progressiste » (ce qui dépendra en grande partie du résultat des élections états-uniennes), le problème de la faible légitimité des mesures réactionnaires restera un obstacle pour l'offensive capitaliste. **Faible légitimité sur laquelle il faut continuer à frapper pour réussir à « saigner » ces gouvernements réactionnaires.** C'est pourquoi une orientation d'unité dans les luttes en reprenant chacune des tâches minimes et démocratique est si importante à l'heure actuelle.

Ajoutons que la France est un pays où, malgré les reculs, **sa classe ouvrière n'a pas subi une défaite d'ensemble**. L'hexagone a montré une reprise des luttes après les défaites des années 80, récupération qui avec des hauts et des bas subsiste depuis 1995: « la situation française est **contradictoire** avec celle vécue par les autres pays européens, où l'avancée impitoyable du capitalisme a fait beaucoup plus de dégâts » (Léon Crémieux, "Strong headwinds ara making France a stormy sea", www.internationalviewpoint.org).

Certains analystes soulignent que ce cycle ce serait « fermé » et que ce qui arrive aujourd'hui serait une autre chose ; l'argument ne nous semble pas très convaincant. La vérité est peut-être que dans certaines portions de l'avant-garde de lutte, les niveaux de radicalité sont un peu plus élevés que dans les processus antérieurs, quelque chose que soulignent de nombreux analystes de gauche (Crémieux, Divés, Salingue, Palheta, Rimbert, etc.).

En France, le pays de la « superpuissance syndicale », la classe ouvrière ne semble pas avoir subi une défaite d'ensemble comme cela a été le cas en Angleterre ou en Espagne dans les dernières décennies. Il faut noter que, en Angleterre, les marxistes essaient encore d'expliquer pourquoi, depuis 1991, **chaque année qui passe le niveau des grèves industrielles est inférieur au précédent** ("Striking debates", Paul McGarr, International Socialist nº 149).

Une tendance générale à la déstabilisation

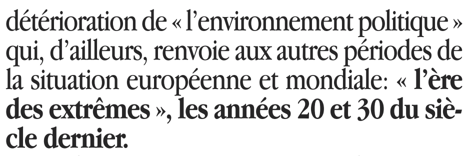
En tout cas, quelle que soit l'évaluation qui est faite de la situation actuelle, ce qui est un fait est que les tendances globales pointent vers une **déstabilisation générale** de la pax impérialiste démocratique-bourgeoise sans précédent qu'on a vécu dans le continent et dans une partie importante du monde ces dernières décennies.

La base matérielle pour cela sont les questions qui pèsent sur l'économie mondiale, qui ne parvient pas, huit ans après l'irruption de la crise, à sortir de la longue dépression dans laquelle elle se trouve.

C'est vrai : ce n'est pas une faillite catastrophique ; on ne peut même pas dire qu'il y a aujourd'hui une récession mondiale. Cependant, il y a un débat parmi les économistes *mainstream* autour de la question de la stagnation « stagnation durable » qui caractériserait le monde, ce que nous avons déjà abordé dans ces pages.

Pendant le voyage nous n'avons pas perçu de nouveaux éléments concernant le débat économique. Par contre, nous avons remarqué **le thème récurrent de la crise du système de partis,** dont base matérielle est la crise économique.

Nous avons abordé la crise du système de partis traditionnels parti ci-dessus. En tout cas, nous voulons souligner cette tendance à l'effondrement du centre politique et la croissance des extrêmes, parce que c'est un des aspects les plus caractéristiques de la


détérioration de « l'environnement politique » qui, d'ailleurs, renvoie aux autres périodes de la situation européenne et mondiale: « **l'ère des extrêmes », les années 20 et 30 du siècle dernier.**

Il est vrai que tout se passe de manière très « médiatisée » aujourd'hui, en quelque sorte « au ralenti ». Mais de toute façon, c'est l'expression des phénomènes de fond : par exemple, la détérioration que l'on vit –en ce qui concerne les conditions de vie, sociabilité, organisation, **une véritable démoralisation ou « désaffectation identitaire »**- parmi des larges franges des vieux travailleurs, et aussi des nouveaux travailleurs précaires sans expérience, **qui finissent par soutenir les formations nationalistes-impérialistes type le FN de Marine Le Pen.**

De l'autre côté de l'Atlantique, l'expression de ces tendances ont les très réussies candidatures du « socialiste » Sanders par la gauche, parmi les jeunes, et de Donald Trump par la droite, qui récolte les voix des travailleurs adultes blancs.

Que le système des partis traditionnels ait tendance à s'écrouler, que les extrêmes grandissent, même si la situation ne se radicalise pas encore, est un symptôme du fait que les choses pourraient devenir instables: « La question des immigrants sera d'ici 2018 probablement moins sensible. Mais cela ne suffira pas pour inverser la tendance : les élections ont relevé la naissance **d'une division dans la société**, entre l'Autriche qui va globalement bien, **mais où une partie a peur de l'avenir** » (Le Monde, 25/05/16).

Mais si d'un côté, des secteurs de la société ont « peur » de l'avenir et tournent à droite, de l'autre côté des autres secteurs des travailleurs et des jeunes **se radicalisent contre les gouvernements réactionnaires** : des secteurs importantes de la jeunesse pourraient être en train de passer d'une conscience générale antilibérale à une conscience diffuse anticapitaliste: « Cette radicalisation par en bas se développe parallèlement à la radicalisation des classes riches (...) Ses racines se trouvent dans une crise politique dont la profondeur est inconnue : nous ne sommes pas face à désaffectation temporaire des électeurs avec leurs représentants traditionnels, mais avec une incapacité croissante des partis classiques -et des classes que ceux-ci servent- **pour produire un consentement actif du peuple à leurs choix politiques** (...) Cela témoigne d'une crise de type hégémonie du type dont Gramsci parlant dans les années 1920 et 1930 » ((¿A new beginning in France?, Julien Salingue et Ugo Palheta).

Dans tous les cas, il faudra voir si la radicalisation va au-delà de certaines portions de la jeunesse (jeunesse dans laquelle le trotskisme aujourd'hui es trop faible, question que nous aborderons dans un autre article), ainsi que la dynamique générale de la crise.

Mais au-delà des rythmes, la vérité est que les facteurs qui nuisent à la stabilité du régime capitaliste semblent devenir de plus en plus forts même en Europe, l'un des principaux centres de la stabilité mondiale du deuxième après-guerre.



Face à l'impasse de Bernie Sanders: pour un parti de travailleurs indépendant

Par Ale Kur

Les élections primaires aux États-Unis arrivent à leur fin. Du côté républicain, le candidat à la présidentielle sera le droitier Donald Trump. Dans le parti Démocrate, Hillary Clinton a obtenu déjà un avantage irréversible sur son adversaire Bernie Sanders.

Cela signifie que les citoyens états-uniens devront choisir entre deux grandes figures de l'impérialisme, qui représentent les intérêts du grand capital. Dans le cas de Trump, dans sa forme la plus rétrograde et exalté (bien que sa rhétorique apparaisse comme « antisystème »). Dans le cas de Hillary, dans sa forme la plus traditionnelle et « libérale ».

Hillary Clinton est une figure de grande trajectoire aux sommets du Parti Démocrate, actuellement secrétaire d'État de l'administration Obama. A partir de là, elle a joué un rôle très actif dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique étrangère impérialiste: elle a soutenu le coup d'État en Honduras, elle a promu la continuité de l'occupation en Afghanistan, elle a motorisé l'intervention militaire et politique en Libye, a soutenue Israël dans ses attaques incessantes contre les palestiniens, parmi d'autres délices. En politique intérieure, elle est sans doute l'une des porte-paroles principales des intérêts de Wall Street, une politicienne bourgeoise tout à fait traditionnelle. Elle est, dans l'ensemble, l'une des principales cadres politiques de l'impérialisme états-unien.

Cela met dans une difficile impasse à Bernie Sanders et des millions de gens qui sympathisent avec lui. La pression des grands médias et du « sens commun » lui demandent une politique de « **vote utile** » **pour Hillary**, avec la logique du « moindre mal » contre le monstre de Donald Trump. Certains défendent la nécessité que Sanders fasse partie de la formule présidentielle Clinton.

Cette pression est profondément problématique, car il tente de résorber un phénomène extrêmement progressif qui a émergé dans la politique états-unienne au cours des dernières années: une remise en question (bien qu'encore minoritaire) massive par la gauche à l'establishment politique et économique impérialiste, à la poignée de milliardaires qui gouverne le pays.

Un énorme mécontentement

Arrêtons-nous un instant sur ce phénomène pour pouvoir approfondir les conclusions politiques de la situation.

Les États-Unis sont partie intégrante (et l'un des épicentres majeurs) de la situation politique internationale actuelle. Une des caractéristiques les plus déterminantes de cette situation est la persistance, depuis la crise mondiale de 2008, d'un rejet massif et croissant aux « politiciens traditionnels » [1]. L'origine de cela sont les attaques profondes aux grandes masses de travailleurs comme conséquence de la crise, qui ont eu comme résultat une baisse considérable du niveau de vie et des conditions de travail. Lié à ce qui précède, la crise semble avoir fermé les perspectives de progrès à des millions de jeunes gens, générant une préoccupation énorme pour l'avenir.

Aux États-Unis, ceci est combiné avec la perception largement répandue que, depuis la crise, **l'inégalité sociale a augmenté considérablement**, enrichissant le 1% de la population sur le dos du 99% restant.

Outre les effets de la crise, opèrent des tendances sous-jacentes plus liées au processus de mondialisation néolibérale, comme la **relative désindustrialisation** qu'a subi le pays à la suite de la « délocalisation » (transfert des usines vers des pays avec main d'œuvre moins chère, comme la Chine, le Mexique, etc.) et la **chute du poids relatif des États-Unis sur le marché mondial**, du fait de l'augmentation de la participation de ses concurrents qui ont des coûts de production beaucoup plus faibles (en particulier la Chine). Il en résulte une tendance à **la perte d'emplois** qui, dans le meilleur des cas, sont remplacés par **des emplois précaires et surexploités**.

En plus de ces problèmes socio-économiques, las États-Unis souffrent encore du « **traumatisme** » **provoqué par sa politique étrangère désastreuse**. Le pays ne s'est pas encore récupéré du coût énorme (humain et financier) causé par la guerre en Irak, considérée mondialement comme inutile et contre-productive. Le récent retour du terrorisme islamique au centre de la scène (de la main de Daech) montre l'échec complet de toute la politique « anti-terrorisme » menée par les Etats-Unis au cours des 15 dernières années.

Dans l'ensemble, il y a une perception (avec une base matérielle forte) que les États-Unis perdent la direction et leur place dans le monde. Dans le même sens il existe l'idée que la traditionnelle « classe moyenne » états-unienne (pilier de la cosmovision du « rêve américain » et de la « principale démocratie dans le monde ») se trouve en nette décomposition. C'est une **crise non seulement économique sociale, mais aussi d'un projet idéologique et stratégique**.

La combinaison de tous ces facteurs donne lieu à un mécontentement croissant dans de larges secteurs de la société, parmi des millions de travailleurs, de jeunes et de couches importantes de la classe moyenne. Ce mécontentement s'exprime dans le domaine électoral dans les figures qui apparaissent comme **défiant l'establishment**. Parmi les travailleurs blancs avec un plus faible niveau culturel et plus conservateurs, cela se manifeste par un soutien massif à la candidature de Donald Trump. Parmi les secteurs les plus progressistes et libérales -surtout chez les jeunes-, cela s'exprime dans un soutien massif à Bernie Sanders.

Le phénomène Sanders

Considérant ce qui précède, nous comprenons mieux pourquoi Bernie Sanders a réussi à récolter un soutien énorme. Sa campagne électorale a enthousiasmé des millions de personnes (parmi lesquelles des dizaines de milliers ont participé à divers égards, rejoignant ses meetings, la campagne porte-à-porte, etc.) et a vraiment arrivé à mettre en difficulté la candidature de Hillary Clinton (soutenue par l'establishment et donc presque invincible).

La campagne de Sanders a insisté sur la nécessité de donner la priorité aux besoins de la grande majorité populaire et non pas les intérêts des entreprises. Il s'est déclaré même en faveur de la lutte des travailleurs, comme les milliers de grévistes chez Verizon qui se battaient (et qui ont gagné) contre leur patron.

La matérialité elle-même de sa campagne a été complètement opposée à celle des grands candidats bourgeois, puisqu'il a dénoncé le financement corporatif et elle a été financée sur la base des contributions de dizaines de milliers de travailleurs (la contribution moyenne à la campagne de Sanders était de 27 dollars par personne). Plusieurs grands syndicats et un grand nombre de dirigeants syndicaux ont impulsé sa campagne.

La campagne a généré aussi un effet révulsif du fait que Sanders s'est défini comme socialiste [2], rouvrant le débat parmi des grands secteurs (surtout les jeunes) sur le sens du « socialisme » et du « capitalisme », mettant en question ce qui semblait indiscutable. À cet égard, il semble qu'un fossé générationnel s'est creusé, avec une jeunesse bien plus à gauche que les générations plus âgées (mais toujours sans éléments de radicalisation, ce qui pourrait commencer à changer dans la prochaine période).

Par conséquent, bien qu'il n'a pas réussi à briser le poids de l'énorme appareil du Parti Démocrate (l'un des principaux piliers de l'impérialisme états-unien), sans aucun doute sa campagne électorale a eu un fort impact sur la conscience de millions de personnes. Cet impact pourrait entraîner une **recomposition politique** importante de la gauche aux États-Unis [3] si elle réussit à vaincre le piège du « moindre mal » et du bipartisme et **se bat pour construction d'un grand parti ouvrier indépendant.**



Pour un grand parti de travailleurs indépendant

Bernie Sanders a une énorme responsabilité entre ses mains, car il est devenu la référence pour des millions de jeunes et de travailleurs qui remettent en question l'establishment par la gauche. S'il accepte le piège de devenir la roue de secours de la campagne d'Hillary Clinton, **ce serait la liquidation des conquêtes de sa campagne**, il raterait cette opportunité et se dissoudrait en tant que facteur de changement.

Ce qu'il faut c'est que Bernie Sanders et ses millions de partisans **rompent avec les grands partis de l'impérialisme états-unien (Républicain et Démocrate) et mettent en place un troisième parti, indépendant de la bourgeoisie, fait par et pour les travailleurs états-uniens**. Un parti qui défende les intérêts de la grande majorité exploitée et opprimée, des travailleurs, des femmes et des jeunes, du mouvement noir et des minorités sexuelles, latinos et immigrés musulmans. Un parti qui lutte contre le pouvoir de Wall Street et du 1% des milliardaires qui gouvernent les États-Unis et le monde entier. Un parti qui rejette les interventions impérialistes états-unien et se positionne du côté des peuples opprimés du monde.

Un parti qui doit avoir la liberté de tendances à l'intérieur, dans lequel les socialistes révolutionnaires puissent publiquement défendre leurs positions et discuter avec des milliers de personnes. Un tel parti serait donc **extrêmement progressif**, un grand pas en avant dans la conscience des secteurs très larges.

C'est aussi le seul moyen d'éviter que le mécontentement d'importants secteurs de la population s'exprime vers la **droite**, ce qui renforcerait les possibilités de Donald Trump de remporter les présidentielles [4].

C'est, par conséquent, **la tâche inévitable** que doivent prendre dans leurs mains Sanders et ses sympathisants, pour transformer les progrès obtenus dans une grande victoire stratégique.

Notes:

1. Ce même phénomène contradictoire est visible - à droite et à gauche - en Espagne avec la croissance de « Podemos », au Royaume Uni avec Jeremy Corbyn, mais aussi avec l'UKIP, en Italie avec le « Mouvement Cinq Etoiles », en France avec le parti d'extrême droite Front National, etc..
2. Il faut noter que c'est un « socialisme démocratique » à l'ancien style réformiste et pas un socialisme révolutionnaire ou de rupture radicale avec le régime politique, économique et social.
3. Dans une moindre mesure, cela semble déjà arriver, avec la croissance numérique dans les rangs de l'activisme des organisations de gauche, comme en témoignent quelques articles journalistiques.
4. Cette perspective est confirmée par plusieurs sondages qui indiquent que près d'un tiers des électeurs potentiels de Sanders pourrait finalement voter pour Trump plutôt que pour Hillary Clinton, car Trump apparaît comme plus « anti-système » et « anti-establishment ».

Atelier de « travail sexuel » pendant la Rencontre Nationale de Femmes

Par Marina Hidalgo Robles

Depuis des années les femmes qui participons dans les Rencontres Nationales de Femmes[1] devons crier encore et encore le « classique » : « dehors, dehors, l'église dehors! » tandis que nous exigeons aux militantes d'une des institutions les plus réactionnaires et misogynes de se retirer des ateliers. Expliquer cela ne nous prenne pas beaucoup de temps : les Rencontres sont une instance où les femmes qui voulons nous battre pour ne pas être exploitées et oppressées par le système patriarcal et capitaliste, nous organisons pour lutter et pour gagner. Ce n'est pas le lieu pour que nos ennemis oppresseurs participent.

La nouveauté consiste en ce que maintenant en nôtres cris nous devrons inclure les prostitueurs, les proxénètes et traitants parce que la commission organisatrice a résolu qu'à partir de cette année il y aurait un atelier pour discuter du « travail sexuel », proposé il y a quelques années par l'organisation de femmes AMMAR (Association de Femmes Prostituées de l'Argentine), et tristement soutenu par Pan y Rosas (Pain et Roses, organisation de femmes liée au Parti des Travailleurs Socialistes).

Il n'y a aucune confusion, nous allons devoir expulser les proxénètes des Rencontres, parce que bien que nous soyons sûres qui ils ne participeront pas directement des ateliers, ce seront le lieu pour discuter le meilleur moyen pour continuer d'assurer le grand bisness qu'est l'exploitation sexuelle, en maquillant le nom.

Las Rojas (organisation de femmes liée au Nouveau Mouvement Vers le Socialisme, Nuevo MAS), comme partie du mouvement de femmes qui mène la bataille abolitionniste, nous sommes contre cet atelier, et nous voulons expliquer pourquoi. D'abord pour dire que sous un argument démocratique « il faut que toutes les voix s'expriment » (un argument que les militantes staliniennes ont utilisé pendant des années pour justifier le boycott actif de l'Église aux ateliers d'avortement) s'impose une conceptualisation qui institutionnalise une des formes les plus dures de violence contre les femmes, trans, et enfants; l'exploitation sexuelle, avec un nom « plus soft ». Nous ne soutenons pas l'idée qu'il faut que « toutes les voix s'expriment », en fait nous nous opposons à écouter la voix de l'Église, du gouvernement réactionnaire, des violents et des proxénètes. En revanche nous voulons écouter les femmes qui, en ayant marre de l'oppression patriarcale cherchent dans les Rencontres un lieu pour s'organiser. Nous ne sommes pas ingénues, ouvrir à nouveau un atelier de « Travail Sexuel » c'est ouvrir un chemin à ceux qui veulent continuer à exploiter les corps des femmes et des trans, c'est toute une définition qui essaie de s'imposer dans le mouvement de femmes, et qui cherche la régularisation avec la présentation de projets de loi, pour concréter la réglementation par l'état de la prostitution.

Le débat avec les camarades d'AMMAR réside en que cette position profite surtout aux proxénètes, derrière leurs mots ceux-ci se délectant parce que finalement quelqu'un de plus demande que leur business soit régularisé, et les prostitueurs qui s'assurent l'utilisation des corps d'autrui pour leur propre plaisir.

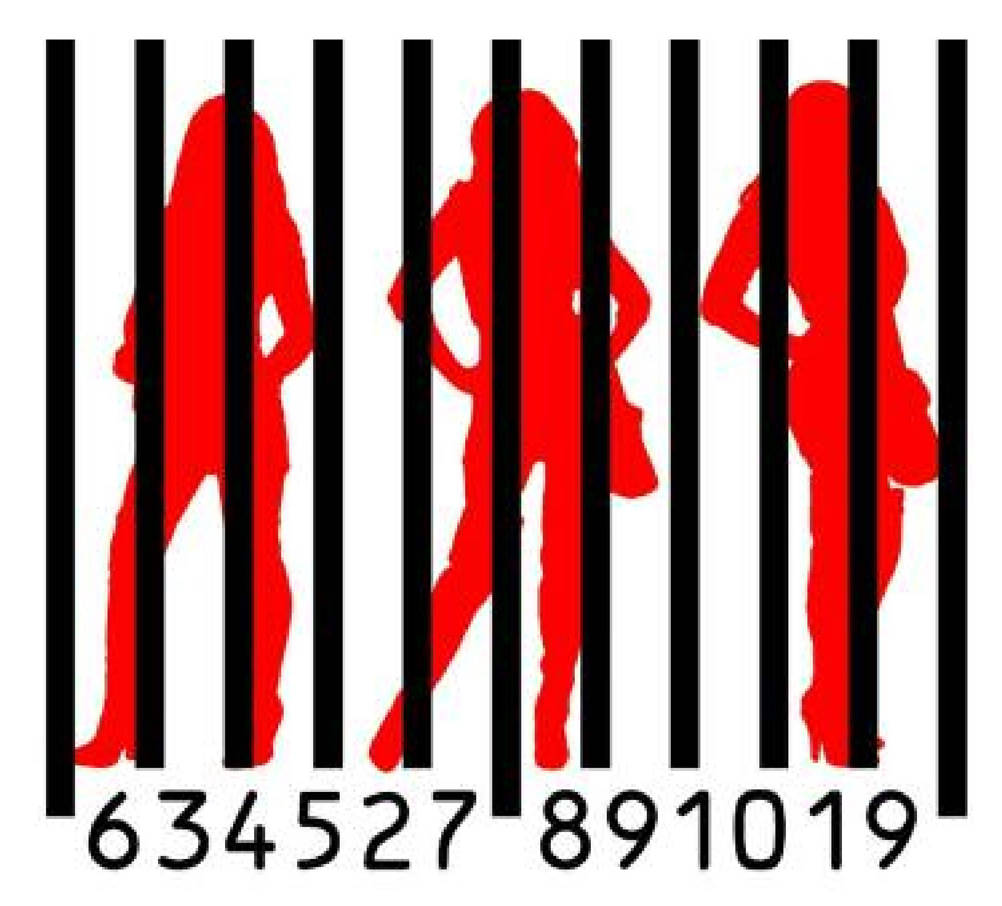
Les camarades d'AMMAR soutiennent qu'elles veulent un lieu pour se nommer de la manière qu'elles veulent, sans « imposition ». Mais le débat à propos de la dénomination ne porte pas seulement sur le nom, ou l'identité, mais sur le chemin pour finir avec le proxénétisme et les réseaux de traite pour l'exploitation sexuelle : l'abolition de ces réseaux ou leur réglementation. Voilà le débat essentiel, ce n'est pas la question de l'identité. Changer les noms ne change pas la réalité, la question centrale est la stratégie pour changer la réalité oppressive. Ce qui éloigne abolitionnistes des réglementaristes, est le débat à propos de la possibilité de « l'exercice libre et autonome de la prostitution ». Une phrase contradictoire. Nous continuons à soutenir que supposer que la rencontre entre un homme qui dispose d'argent pour satisfaire son plaisir sexuel, et une femme qui a besoin de cet argent pour sa survie et qui se voit obligée de mettre son corps et sa sexualité à la disposition du plaisir de l'autre, ne peut jamais être égalitaire, sans risques de violence, de viols et de mort (parce que cela fait partie de la réalité de toutes les femmes qui sont dans une situation de prostitution ou de « travail sexuel »), dans cette société patriarcale et capitaliste où nous nous battons encore pour que nos corps soient à nous et à personne d'autre.

Le nouvel atelier cherche à résoudre le problème de manière formelle : comme nous ne sommes pas d'accord, que chacune dise ce qu'elle veut dans son propre atelier. Ce qui crispe les discussions est si le choix ou l'autonomie sont possibles en situation de prostitution. Lamentablement, nous allons devoir continuer ce débat, parce que nous n'allons pas baisser les bras tandis que le proxénétisme avance, même caché derrière des camarades.

Un autre argument est que cet atelier est nécessaire pour pouvoir résoudre comment se battre contre la violence d'État, qui s'exprime surtout dans l'application de lois locales. Là, il y a une fausse opposition : nous sommes toutes d'accord sur le fait qu'aucune femme ne soit poursuivie, criminalisée ni violentée du fait qu'elle se trouve dans une situation de pros-

titution. Il y a eu des expériences (comme la Coordination pour Yamila Cuello à Cordoba) où nous, organisations et activistes, réglementaristes ou abolitionnistes, sommes dans un front commun contre la violence policière. Donc cet argument ne sert pas à convaincre sur la nécessité de l'atelier.

Revenant au début, proposer comme résolution la segmentation en plus d'ateliers, est loin d'être une réponse démocratique, son unique objectif est d'affirmer une claire posture de défense du « Travail Sexuel », en maquillant l'une des pires violences qui oppresse les femmes et les trans. En plus, on approfondit la fragmentation et la division du mouvement de femmes puisque il y a plus de 50 ateliers différents dans les Rencontres, comme si chaque femme avait plus de 50 aspects qui n'ont rien à voir les uns avec les autres.



Et de nouveau nous devons débattre avec les camarades de Pan y Rosas, qui ne nous surprennent plus avec ses positions de plus en plus éloignées du féminisme socialiste de lutte pour l'émancipation des femmes et trans. Après la proposition de la commission organisatrice, Pan y Rosas a agréablement salué « l'attitude démocratique ». Il semble que tant des années d'écouter les staliniennes défendre la participation de l'église avec le même argument, ont fini par les convaincre : que toutes les voix s'expriment : peu importe qu'elles défendent les intérêts des femmes ou de leurs oppresseurs!

Elles disent ne pas vouloir la participation de l'état et de la police, mais elles ne disent rien de l'intromission et l'avancée des proxénètes qui vont être les premiers à profiter si cette position continue à gagner du terrain. Elles ne disent rien non plus à propos de la participation des prostitueurs qu'utilisent les corps et la sexualité des femmes comme marchandises. Ce n'est pas difficile de comprendre si nous lissons les théorisations qu'elles ont écrites à propos de la prostitution où le mot patriarcat n'apparaît même pas une fois[2]. C'est pourquoi elles n'expliquent la prostitution que comme une « affaire d'énormes bénéfices », mais elles ne dissent rien à propos de la violence que chaque acte implique dans les corps des femmes et trans, à l'intérieur du circuit de l'exploitation sexuelle. Ainsi, tout le problème tourne autour de qui obtient l'argent de la prostitution des corps des femmes et trans. Alors, la solution est qu'il n'y ait pas de médiation entre les femmes et trans exploitées, et les prostitueurs. Évidemment utiliser le corps d'autrui pour le propre bénéfice est un des aspects contre lesquels il faut se battre. Mais la bataille ne se réduit pas à cela. Encore en admettant la possibilité de la prostitution sans proxénétisme, la violence qu'enferme l'exploitation sexuelle ne se termine pas.

Bien sûr, si pour Pan y Rosas la prostitution n'a rien à voir avec le patriarcat qui impose que nos corps et notre sexualité ne nous appartiennent pas, et par conséquent, ils peuvent être violés, brûlés, assassinés, alors c'est possible que la prostitution soit indépendante de celui qui prostitue.

Pan y Rosas insiste en expliquer qu'elles ne sont ni réglementaristes ni abolitionnistes, parce qu'elles entendent que l'abolitionnisme se réduit à attendre que l'état résoudre le problème. Il leur échappe que la lutte dans les rues du mouvement de femmes peut arracher à l'État des conquêtes concrètes. Nous, las Rojas, comme féministes socialistes, sommes convaincus que ce régime patriarcal et capitaliste ne peut jamais garantir notre émancipation, l'État est le plus grand proxénète, et par conséquent nous ne pouvons pas nous battre contre les réseaux de traite et d'exploitation sexuelle sans nous battre pour détruire ce système. Et nous sommes aussi convaincues que dans cette bataille, pour changer la société toute entière, nous devons lutter pour arracher toutes les revendications concrètes qui améliorent nos conditions de vie et qui servent de point d'appui pour nous affirmer et pour la construction d'une société sans exploitation et oppression.

Notes

1 - Depuis trente ans, se réalisent en Argentine des Rencontres Nationales de Femmes, où ont lieu différents ateliers de discussion (Avortement, Violence Sexiste, Conditions de Travail, etc.) pendant trois jours. Elles regroupent plus de 10.000 femmes chaque année.

L'héroïque lutte des enseignants en défense de l'éducation publique au Mexique

Depuis le Méxique, par Karina González

Le 19 juin, le Mexique « fêtait » le jours des pères sous des images de sang , de violence et de répression contre les enseignants de Nochixtlan appartenant à la Coordination National des Travailleurs de l'Education (CNTE), qui avait bloqué l'autoroute fédérale et vers la ville de Oaxaca depuis six jours comme un signe de leur rejet de la réforme de l'éducation.

Dans les réseaux sociaux ont circulé des photos et des vidéos où l'on voit comment la police réprimait les enseignants sous l'ordre du gouvernement de Enrique Peña Nieto: « Tirez pour tuer ». Environ à 08:30 du matin la Police Fédérale a attaqué les manifestants en tirant avec des armes à feu et en lançant des gaz lacrymogènes. La répression a été brutale. L'appareil répressif de l'Etat mexicain ne fait aucune distinction entre les enfants, les femmes et les hommes, personne n'était épargné. L'hôpital civil de Nochixtlan a été « occupé » par la gendarmerie, qui a empêché le soin des blessés.

Aurelio Nuño, Secrétaire de l'Education Publique, a annoncé qu'il allait licencier les enseignants qui n'acceptent pas l'évaluation, qui ne respectent pas la Loi sur la réforme de l'enseignement et qui participent dans les mobilisations, même si c'étaient des milliers. Il a menacé de déclencher la répression et celle-ci n'a pas tardé à arriver.

Lundi 20 juin, les mexicains se sont réveillés avec l'annonce de 8 morts (à l'issue de cette édition ils s'élèvent déjà à 10), plus de 100 blessés et 25 disparus, dans une guerre de l'État mexicain contre son peuple. Nochixtlan continue à résister l'assaut de l'armée et la police jusqu'à aujourd'hui.

L'événement a été un massacre, où l'hôpital civil de Nochixtlan a été occupé par les forces armées pour empêcher que les blessés ne soient pris en charge, et ils ont donc dû être amenés à une paroisse de la ville où des paramédicaux et des bénévoles ont aidé avec les premiers soins.

Les manifestants qui ont été identifiés comme ayant été assassinés sont : Antonio Pérez García, lycéen ; Andres Aguilar Sanabria, professeur de « Education Indigène »; Yalid Jiménez Santiago provenaient de la municipalité de Santa Maria Apazco ; Cruz Aquino Anselmo de la municipalité de Santiago Amatlan ; Oscar Nicolas Santiago des fleurs Tilantongo de 19 ans ; Jesús Cadena de 19 ans, étudiant de Asunción Nochixtlán. Ivan Canseco Jojardin de radio Zapote, est également parmi les personnes disparues.

Une lutte pour l'éducation publique

La réforme de l'éducation est une réforme constitutionnelle présentée par le Président du Mexique, Enrique Peña Nieto, réforme que préparent depuis des années les partis traditionnels du Mexique. Dans le cadre des accords et engagements signés dans le Pacte pour le Mexique, par le PRI, le PAN et le PRD, cette initiative a réussi à atteindre le rang constitutionnel et a être mis en place dans l'article 3, fraction, 3, alinéa a.

Avec l'argument officiel qui veut que le but de la réforme est de « améliorer la qualité de l'éducation dans le pays », il met en place l'évaluation obligatoire pour que les enseignants puissent rentrer et rester au sein du système éducatif, ce qui a causé des milliers de licenciements. Cela permet de nous distraire de l'objectif réel ; la privatisation de l'éducation au Mexique.



La réforme a été conçue par les organismes financiers transnationaux (FMI, Banque mondiale et Banque Internationale de Développement) et l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE), sans prendre en compte les étudiants, les professeurs, les parents, les chercheurs et les spécialistes, c'est pourquoi le syndicat d'enseignants considère celle-ci illégitime.

Il s'agit d'une réforme d'ordre administratif avec un caractère profondément anti-ouvrier, elle constitue une attaque contre les intérêts des travailleurs dans l'éducation et contre la qualité de l'enseignement au Mexique. Il met en place une série de mécanismes d'évaluation qui mène à plus de contrôle et de surveillance sur les professeurs, mais avec une déficience évidente puisqu'elle ne propose un nouveau modèle d'enseignement, et continuer à travailler avec des manuels scolaires de très mauvaise qualité, qui contiennent même des erreurs de rédaction et d'orthographe, comme cela a été reconnu par l'ancien Secrétaire à l'Education , Emilio Chuaetffet.

Un professeur qui lutte est en train d'enseigner

Les enseignants mexicains défendent aujourd'hui l'éducation publique et les emplois de milliers d'enseignants organisés dans la Coordination Nationale des Travailleurs de l'Education. La CNTE, indépendante des 3 partis politiques du régime, compte environ 200 000 membres au Mexique, près de 80 mille à Oaxaca, et pendant des années il a mené une lutte pour l'éducation publique. Le rôle de la SNTE, Syndicat des Travailleurs de l'Education, le plus grand syndicat dans la région mérite une mention spéciale. Sa direction bureaucratique et alignée au régime pourri de l'État mexicain défend l'imposition de la réforme, en accordant avec le gouvernement quels seront les professeurs qui pourront conserver leur emploi, c'est-à-dire ceux proches du syndicat.

Pendant des années, le gouvernement mexicain a appliqué la répression, le harcèlement au travail, le non-paiement des salaires et les licenciements contre les enseignants ; il les traités comme des criminels en les agressant physiquement, en les emprisonnant et en les tuant dans chaque lutte qu'ils mènent. La réforme n'est qu'une escalade de ce type de persécution, un engin juridique pour pouvoir attaquer les dissidents.

L'attaque sur les enseignants a eu un impact dans tout le Mexique et l'Amérique latine avec des preuves de soutien à la cause des enseignants par le biais de diverses manifestations, rassemblements et avec collectes de nourriture et de médicaments pour les envoyer aux manifestants.

Cet agissement du gouvernement national a généré un mécontentement important parmi de larges couches de la société qui exigent au Président Pena Nieto d'arrêter les agressions contre les enseignants et d'ouvrir le dialogue. Écrivains, journalistes, comédiens, poètes, intellectuels et artistes ont rendu public leur position de soutien à la lutte éducative et exigent d'en finir avec la répression et de retirer les militaires de la zone.

Il y a actuellement un groupe de la CNTE qui réalise un campement dans la Plaza de la Ciudadela, dans la ville de Mexico, exigeant l'arrêt de la répression et l'élimination de la réforme de l'éducation. Ceux-ci, en solidarité avec les parents d'Ayotzinapa, appellent à une mobilisation qui sera sans doute énorme pour le vendredi 24.

Des policiers avec des armes à feu continuent de réprimer à Oaxaca, des hélicoptères tirent 3 ou 4 gaz lacrymogènes à chaque passage, volant à très basse altitude et les gaz envahissent les maisons des gens de la communauté.

A l'issue de cette édition, mercredi 22 juin, après le massacre de dimanche et avec toutes les forces de répression encore déployées dans l'Etat de Oaxaca, est prévue une réunion de la Commission Nationale Unique de Négociation, avec le Secrétaire du Gouvernement Osorio Chong et les leaders de la CNTE pour discuter de la situation. Lors de cette réunion, toutes les sections de la CNTE réaliseront des grèves et des mobilisations.

Ce scénario montre le refus du gouvernement d'engager un dialogue avec les éducateurs et sa volonté politique de mener cette réforme jusqu'au bout, passant par-dessus enseignants et étudiants. Il y a un mois le Secrétaire de l'Education Publique, Aurelio Nuño, avait annoncé qu'il avait 26000 personnes prêtes à remplacer les enseignants qui continuassent la grève. Ce mois-ci des licenciements ont eu lieu à Michoacan, Oaxaca et Chiapas, qui sont les États les plus pauvres dans le pays et ceux qui vont le plus souffrir la réforme, car celle-ci ne prend pas en compte les conditions brutales dans lequel ces enseignants accomplissent leur travail. Ce sont aussi les États qui sont à l'avant-garde de la résistance contre la réforme de l'éducation.

Le Courant International Socialisme ou Barbarie condamne la brutale répression et se solidarise avec les proches des victimes et les enseignants en lutte. Nous faisons le pari de la plus large mobilisation indépendante du peuple mexicain, avec les travailleurs de l'éducation à la tête, qui fasse sortir dans la rue l'indignation des masses qui vivent jour après jour les attaques du narco-État mexicain. Nous considérons qu'aucune solution progressive ne peut venir des mains du gouvernement de Peña Nieto. Le martyre subi par les travailleurs, les femmes et les jeunes ne pourra être arrête que par ceux-ci, étant les protagonistes, les sujets transformateurs de la réalité, qui montrent bien clair qu'ils mettront toutes leurs forces dans les rues pour arrêter le gouvernement. Nous appelons à entourer de solidarité la lutte des enseignants, commençant par l'action du vendredi 24 dans la ville de Mexico et appellent à la solidarité internationale pour exiger la démission d'Aurelio Nuño et de Peña Nieto, responsables autant de la néfaste réforme de l'éducation que de la massacre d'Oaxaca.

La Première Guerre mondiale comme moment fondateur d'une époque révolutionnaire

Par Roberto Sáenz

L'année passée a été le centième anniversaire du début de la Première Guerre Mondiale. Le 28 juillet 1914, avec la déclaration de guerre de l'empire Austro-hongrois à la Serbie, commençait la première grande conflagration de l'ère capitaliste : « Le premier acte de 'guerre totale' dans l'ère démocratique et dans la société de masses a été la Grande Guerre, dans laquelle 13 millions de personnes sont mortes. Cela a été l'événement fondateur du XXème siècle » (Enzo Traverso, *The origins of nazi violence*, New York- London, The New Press, 2003).

Il n'est pas étrange, alors, que beaucoup d'analystes s'interrogent à propos de la situation du monde dans cet anniversaire. Encore plus quand le panorama international est traversé par des révoltes et des conflits (y compris militaires) croissants. La « Révolution des Parapluies » à Hong Kong a été l'un des événements les plus rutilants de l'année passée, mais on peut ajouter le référendum par l'indépendance en Écosse, la guerre civile en Ukraine, les luttes fratricides et l'intervention militaire impérialiste en Syrie et en Irak, ainsi que d'autres conflits qui remettent en question la stabilité mondiale.

Le centième anniversaire de la première guerre agit, ainsi, comme catalyseur d'une inquiétude croissante à propos de la stabilité du monde actuel, aujourd'hui remise en question lorsque l'inédite *pax americana* que nous avons vécue dans les dernières décennies s'affaiblit de plus en plus. On vit une désintégration lente du vieil ordre mondial sans que ce qui viendra le remplacer ne soit clair.

De hier à aujourd'hui

Avec la Première Guerre mondiale il n'arrivait pas seulement une guerre inédite de par son caractère et sa magnitude : commençait une époque de crise, de guerres et de révolutions avec le capitalisme mis en question pendant quelques décennies. La guerre a été suivie par la révolution. En arrachant de ses maisons toute une partie des jeunes générations, en arrachant la vie à des millions, après les avoir jétés au tumulte de la conflagration, à sa destruction, à ses traumatismes, à la répudiation des pouvoirs constitués que les ont envoyés à une telle boucherie, la guerre ne pouvait qu'introduire une énorme convulsion dans tout le corps social. (Voir à ce sujet *La Grande Guerre 1914-1918*, de Marc Ferro).

A la fin de la guerre, le feu de la révolution s'étendait dans toute la Russie, en portant au pouvoir à la classe ouvrière et en rayonnant aussi des vastes portions de l'Europe (en premier lieu, l'Allemagne), de l'Asie et d'autres coins de la planète, ce sur quoi nous reviendrons plus loin.

Après une première grande vague révolutionnaire, le capitalisme a semblé se stabiliser. Mais l'illusion durerait peu. À la fin de l'année 1929 commençait la crise économique la plus dramatique du système : la Grande Dépression. Cela a signifié plus de dix ans de crise continue (avec ses hausses et ses baisses conjoncturelles), de laquelle on n'a pas pu sortir par des simples mécanismes économiques : il a fallu la deuxième guerre, avec 50 millions de morts, la production en masse pour l'industrie militaire et la destruction du capital accumulé pour que le capitalisme relevât nouvellement la tête.

À la sortie de cette nouvelle conflagration mondiale, les Etats-Unis réussissaient à résoudre le problème de l'hégémonie impérialiste qui n'avait pas été résolu par la première guerre. La stagnation de la guerre des tranchées dans le front occidental a montré que le rapport des forces entre des puissances industrialisées était trop à égalité; l'ex-URSS apparaissait comme le pays héroïque de la résistance contre le nazisme (et comme l'alternative au capitalisme). Cependant, le prix dramatique de 26 millions de morts qu'elle a souffert (ils auraient été beaucoup moins si la gestion bureaucratique du stalinisme n'avait pas fait de ravages) ils ont laissé au pays historiquement hypothéqué : il n'a jamais réussi à se remettre complètement de la guerre. Ce que l'on peut vérifier, simplement, en voyant l'évolution populationnelle du pays affectée déjà dans les années années 30 par la grande famine en Ukraine et les purges stalinistes.

Le monde a semblé être dominé par un ordre bipolaire. Au fond, la puissance hégémonique n'était qu'une : les Etats-Unis. Les accords signés à Yalta et Potsdam entre les Alliés (des Etats-Unis., l'ex-URSS et l'Angleterre) sont regardés aujourd'hui avec jalousie par plus d'une chancellerie impérialiste du fait de la stabilité (relative) qu'ils ont octroyée aux sujets internationaux. Cela en sachant quand même pas que les décennies postérieures à la deuxième guerre ont pas été marquées par des conflits entre les deux blocs, comme le pont aérien sur Berlin (1949), la construction du Mur de Berlin (1961), la crise des missiles en Cuba (1962), pour ne nommer que les plus importants.

Sous le corset de ces accords la révolution s'est déplacée vers la périphérie du système, avec la révolution en Chine (1949), qui a porté l'expropriation du capitalisme à un tiers du globe. Mais le capitalisme est resté stabilisé au centre du monde, donnant lieu ainsi à trois décennies de croissance économique inédite : les « Trente Glorieux ». Dans cette stabilisation, le stalinisme a joué un rôle central, en trahissant les situations révolutionnaires qui se sont enclenchées à la fin de la guerre en



Grèce (où le Parti communiste controlait 90 % du pays et il a cédé le pouvoir à la bourgeoisie par imposition de Staline), en Italie et en France.

Cette situation économiquement pléthorique s'épuiserait à travers les décennies suivantes. Avec l'arrivée des années 70 on vivrait une nouvelle crise économique mondiale, la deuxième la plus grave du siècle passé. Celle-ci a eu lieu accompagnée d'une vague ascendante des luttes ouvrières et étudiantes représentées par le Mai 68 en France : une grande vague qui a touché toute l'Europe occidentale, l'Amérique latine et le sud-est asiatique, sans oublier les soulèvements antibureaucratiques à Berlin (1953), en Hongrie (1956), Tchécoslovaquie (1968), Pologne (1980) et d'autres encore.

La crise et cette énorme vague de luttes ont caractérisé les années 70 jusqu'à ce qu'à la fin de cette décennie le néolibéralisme a pris un élan. Cela est arrivé après des échecs dramatiques des travailleurs en Angleterre sous Thatcher, aux Etats-Unis sous Reagan, et dans le Cône Sud latinoaméricain sous les dictatures militaires, entre d'autres processus.

La culmination de cette contre-offensive de réaffirmation capitaliste a été la chute du Mur de Berlin. Le système réussissait à récupérer l'exploitation directe dans le tiers du globe où il avait été exproprié; ainsi qu'à renforcer les relations de dépendance et de semi colonisation dans le monde émergent, en même temps qu'il imposait une détérioration durable dans les conditions d'exploitation des travailleurs. Le plein emploi se terminait et la précarisation du travail devenait la condition commune d'existence des nouvelles générations.

Avec le néolibéralisme et la chute de l'ex-URSS est venue l'affirmation du « monde unipolaire » : la domination incontestable des États-Unis dans les années 90. Aussi l'étendue *urbi et orbi* de la démocratie bourgeoise -avec ses éléments contradictoires comme le caractère de conquêtes populaires des libertés démocratique – comme instance universelle de médiation politique.

Dans le domaine des relations entre les états s'ouvrait une période marquée par une stabilisation réactionnaire des relations entre les classes, l'hégémonie globale des Etats-Unis, ainsi que une vague de légitimation du capitalisme à partir de la « mort » de son adversaire « socialiste ». Le corollaire intellectuel de cette période était l'idée d'un philosophe du Département d'État états-unien, Francis Fukuyama, selon lequel « l'histoire avait fini » et, avec elle, le socialisme, la classe ouvrière, toute perspective émancipatrice.

Mais le rêve d'un « capitalisme éternel » a duré très peu. Une décennie et demie après le début du nouveau siècle, le système apparaît miné dans quelques points et une sensation générale d'incertitude est ouverte à propos de l'avenir : la crise économique mondiale, la crise de « l'ordre géopolitique » et la continuité d'un cycle de révoltes populaires, avec ses hauts et ses bas, qui montre le retour des grandes masses à la scène politique, sont certains des facteurs qui minent cette stabilité, en plus des conflits ouvertement militaires dans des points sensibles du globe, comme le cas de l'Ukraine.

La stabilité menacée

Commençons par l'économie. Beaucoup a été écrit concernant comment définir les événements qui affectent aujourd'hui l'économie mondiale. C'est une crise persistante qui menace de devenir une période de faible croissance économique: une stagnation séculaire.

Paul Krugman avait défini la crise comme une « Grande Récession ». Mais compte tenu de sa longue durée, en plus du fait qu'elle exprime un ralentissement persistant dans la dynamique de la croissance économique mondiale, peut-être la meilleure façon de la décrire est comme une « Petite Dépression » pour la différencier de la Grande Dépression des années 30 du siècle dernier, plus grave que celle d'aujourd'hui.

Il est vrai que, comme contrepoids, il y a eu le facteur de la croissance extraordinaire en Chine (et dans le « monde émergent »). Mais ici, il y a une précision à faire là-dessus, puisque la Chine réduit ses taux de croissance de l'incroyable 12% annuel jusqu'au plus modeste 7 % d'aujourd'hui. Cela tire le prix des matières premières vers le bas, en atténuant la tendance de la croissance des pays émergents dans la dernière décennie et mettant fin au cycle des hauts prix des matières premières.

La crise économique du capitalisme n'a pas seulement érodé son dynamisme; elle soulève également un gros point d'interrogation sur sa légitimité en tant que générateur d'expectatives du progrès. Pour la simple raison que la jeune génération voit que ses perspectives de vie sont pires que celles de ses parents et grands-parents.

Cependant, les nouvelles les plus rutilantes apparaissent dernièrement dans le domaine géopolitique. On vit le déclin relatif de l'hégémonie nord-américaine. Cet affaiblissement a ses racines dans le domaine économique (les États-Unis ne représente plus le 50 % du produit mondial comme c'était le cas à la fin de la Seconde Guerre, mais environ le 20 %) et s'élève au plan géopolitique. Le gendarme du monde n'a pas la capacité de résoudre par lui-même les problèmes du monde. La situation de la planète ressemble donc à celle d'une fourmilière que quelqu'un a tapée, avec les fourmis qui sortent sans que personne ne les mette en ordre.

Le défi hégémonique que pose dans les faits la Chine est le principal problème géopolitique mondial, même si l'agenda géopolitique s'est enrichie et remplie avec d'autres acteurs ces dernières années: de la Russie, qui sous Poutine a mis un frein au processus de semi-colonisation qui s'annonçait au début des années 90, en passant par les pays avec des arsenaux atomiques comme le Pakistan et l'Inde, ou même l'Allemagne qui est le patron dans l'UE et plusieurs autres puissances émergentes régionales.

Cela soulève un certain nombre de problèmes de définition. Des secteurs de la gauche croient voir dans l'ascension de la Chine celle d'une « puissance bénigne » qui pourrait « émanciper les peuples » (position défendue par le géographe marxiste Giovanni Arrighi dans son Adam Smith à Pékin). Rien de plus éloigné de la réalité. La Chine, une société transformée en un État capitaliste par un parcours complètement paradoxal que nous ne pouvons pas expliquer ici, tend à agir sur la scène internationale comme une sorte de « impérialisme en construction ». Si elle fait quelques concessions, c'est en fonction de cette évolution: ses modes de relation, la matrice de ses investissements et ses échanges dans le domaine du commerce international sont semblables à celle du reste des impérialismes.

Il est vrai que la Chine n'a pas encore conquis une autonomie en matière de recherche et développement et qu'il faut voir si elle est capable de devenir un impérialisme « traditionnel » ou non. Cela dépendra de nombreuses circonstances, tout d'abord, du maintien de sa stabilité sociale interne relativement fragile; voir la rébellion massive de jeunes qui s'est déclenchée l'année dernier à Hong Kong en ce qui concerne le droit de vote universelle, libre et souverain dans l'île.

Mais au-delà de cela, il est clair qu'il existe une mutation de l'ordre géopolitique international et que dans l'expérience du capitalisme, ces mutations n'ont jamais été pacifiques. C'est cette situation qui réintroduit le fantôme des guerres. Il ne faut pas voir cela de manière mécanique; personne ne s'attend à une grande guerre dans un avenir proche. Mais il est vrai qu'il y a plusieurs conflits militaires localisés qui marquent la conjoncture actuelle : Ukraine, Syrie, Irak, Libye, etc., forment un puzzle où se croisent les revendications et demandes par en bas avec les intérêts des puis-

sances diverses qui mettent la pression par en haut.

C'est pourquoi dans de nombreux cas n'est pas facile de s'orienter d'un point de vue de classe, et que cela soit un effort d'appréciation de savoir de quel côté de la barricade combattre, face au brouillage des contours sociales qui existe dans nombre de ces conflits. Ce n'est pas le cas de la Palestine, bien sûr, mais c'est le cas de l'Ukraine, un véritable labyrinthe qui défie la gauche révolutionnaire à ne pas perdre son indépendance politique. Pour ne pas mentionner le cas par exemple de la Syrie et l'Irak, marqués par des éléments des affrontements fratricides, la barbarie et les interventions impérialistes ouvertes, ce qui rend difficile de se battre pour une alternative des travailleurs.

Mémoire et histoire

Cependant, il existe des processus marqués par l'irruption des masses où les choses se présentent plus clairement. Nous parlons des rébellions populaires qui caractérisent le monde, de la place Tahrir en Égypte à la Puerta del Sol à Madrid, en passant par la place Taksim à Istanbul et les journées de rébellion au Brésil à la mi-2013.

Cette contestation soulève des questions importantes. La première et la plus générale est qu'elle remet au centre l'action collective des masses, comme une sorte de spectre de la révolution sociale soi-disant retiré de l'ordre du jour historique à la fin du siècle dernier. Cela n'était pas possible: tant que l'exploitation et l'oppression persistent, les nouvelles générations se soulèveront encore. En outre, dans la cadre de ce cycle des rébellions populaires, il y a un recommencement de l'expérience historique de lutte de larges couches des masses opprimées; une expérience d'une valeur inégalable qui pourrait donner lieu à une maturation et une radicalisation supérieure.

Les limites de ce nouveau cycle sont claires: de là que nous caractérisons ces processus comme des rébellions et non pas des révolutions. Ce cycle est marqué par un caractère général populaire, où ce n'est pas encore la classe ouvrière celle qui donne sa marque aux événements. Dans le même temps, on ne progresse pas dans la construction d'organismes indépendants ni, encore moins, des grands partis révolutionnaires (bien qu'il y a des progrès au niveau des organisations d'avant-garde dans des pays comme l'Argentine ou la Grèce). Il manque encore plusieurs étapes pour une radicalisation des jeunes générations.

Ici se croisent, donc, certains des concepts que nous avons travaillé comme celle de « conscience historique » et de « conscience politique », sur lesquels nous reviendrons ci-dessous. Tous les observateurs attentifs marquent comment la conscience des générations futures est coupée par rapport aux générations précédentes. Les événements du XXème siècle ont été oubliés, et, en général, les nouvelles générations ne sentent pas connectées avec ceux-ci. Ce manque de perspective en ce qui concerne le passé se traduit dans une vision de l'avenir -ou, plutôt, un manque de vision- où les gens vivent dans une sorte de « éternel présent »: une crise de toute autre alternative: « Témoins affichés dans les temps anciens comme des héros, comme les résistants qui ont pris les armes pour lutter contre le fascisme, ont perdu son aura ou simplement sont tombés dans l'oubli, dévorés par la « fin du communisme » qui, éclipsé de l'histoire avec ses mythes, a emporté avec lui dans sa chute les utopies et les attentes qu'il avait incarné »(E. Traverso: Le passé, modes d'emploi)



Un autre problème est que ce manque de conscience historique -concept proposé par Amos Funkenstein – a des conséquences graves lorsqu'il s'agit de la conscience politique. Puisque si l'on croit que le monde actuel « mou » est le seul possible, quand cela se traduit dans la conscience politique il est difficile d'échapper au possibilisme, qui est actuellement la condition commune de la conscience des larges secteurs et sur lequel repose l'opportunisme de la gauche.

Il ne s'agit pas seulement de la base matérielle de la conscience revendicative, de la difficulté de s'élever au terrain politique, des limites que le besoin immédiat impose lorsqu'il s'agit d'une prise de conscience plus générale qui s'élève aux questions universelles (problème brillamment étudié par Lénine). C'est aussi le problème que cette conscience (qui reste aux besoins immédiats) ne pourra pas décoller si au moment d'élever le regard n'apparaît pas la dimension de la temporalité, de l'avenir, d'une alternative, du fait que les choses pourraient être différentes de ce qu'elles sont aujourd'hui. Toute conscience politique comporte des éléments d'un certain renoncement aux acquisitions du présent en faveur des perspectives futures. Mais ce « renoncement » sera matériellement impossible sans voir, même diffusément, la possibilité que les choses changent.

Il faut se demander, enfin, comment définir la situation du monde aujourd'hui. En général, il est plus facile de le faire lorsqu'arrive un événement qui de par son universalité concerne le monde entier: une grande guerre, une crise économique mondiale, une vague révolutionnaire internationale et d'autres évènements de ce type. De là que Lénine ait pu définir la situation comme révolutionnaire lorsque s'est déclenchée la Première Guerre mondiale, du fait du cataclysme universel des classes sociales du monde européen et au-delà que celle-ci a entraîné.

Aujourd'hui, il n'y a pas un événement aussi radical, unique, qui puisse donner lieu à une telle définition. La crise économique qui traverse le monde est, dans une certaine mesure, un fait de ces caractéristiques et a réussi à avoir un impact sur des larges secteurs, mais n'a pas atteint l'ampleur d'une grande guerre, et elle n'a pas atteint non plus les niveaux de la grande dépression des années 1930.

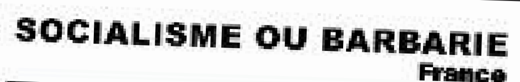
En tout cas, sachant que c'est exagéré, peut-être la définition la plus correcte aujourd'hui c'est qu'on vit une désintégration lente mais persistante de l'ordre mondial; l'ordre mondial caractéristique de ces dernières décennies semble s'affaiblir et donner lieu une période de plus grande instabilité et polarisation dans les relations entre les États et les classes.

Des décennies de stabilité capitaliste sont remises en question. Et parallèlement à cela, une nouvelle génération fait ses premières armes, condition matérielle irremplaçable pour qu'une vague de radicalisation des exploités et des opprimés dans le monde entier fasse surface lorsque les événements s'approfondiront.

CAHIERS DE FORMATION

SOCIALISME OU BARBARIE

UN APPORT À LA RÉFLEXION AUTOUR DES GRANDS SUJETS HISTORIQUES, THÉORIQUES ET D'ACTUALITÉ



SOCIALISME OU BARBARIE
France

Cahier de formation N°5 - Prix 1 € - Mai 2015
www.socialisme-ou-barbarie.org - soub.france@gmail.com

Questions de stratégie



Revendications, parti et pouvoir

SOCIALISME OU BARBARIE
France

Cahier de formation N°4 - Prix 1 € - Mai 2015
www.socialisme-ou-barbarie.org - soub.france@gmail.com

En défense de l'abolitionnisme



Débat sur la traite et l'exploitation sexuelle

SOCIALISME OU BARBARIE
France

Cahier de formation N°2 - Prix 1 € - Avril 2014
www.socialisme-ou-barbarie.org - soub.france@gmail.com

Lénine dans le XXIème siècle



Quelle actualité pour le « Que faire? » à notre époque ?

SOCIALISME OU BARBARIE
France

Cahier de formation N°1 - Prix 1 € - Avril 2014
www.socialisme-ou-barbarie.org - soub.france@gmail.com

Les rébellions populaires dans le monde



Les tâches stratégiques de la gauche révolutionnaire

LISEZ TOUS NOS MATÉRIAUX SUR : WWW.SOCIALISME-OU-BARBARIE.ORG

CONTACTEZ NOUS : SOUB.FRANCE@GMAIL.COM